

AVANT-PROPOS

Le rêve communiste est séduisant. Il promet une revanche contre les abus du capitalisme privé. Aux victimes de la crise actuelle il fait entrevoir un mystérieux royaume d'égalité. Pourquoi des riches, pourquoi des pauvres? Quel est donc cet ordre social qui consacre le bonheur égoïste des opulents et condamne à l'indigence l'immense multitude des parias?

La misère et la faim ne « chôment » pas. En attendant des jours meilleurs, il faut secourir ceux qui souffrent. L'effort loyal des gouvernants, la croisade de charité prêchée au monde par l'encyclique Nova impendet, voilà ce qui s'impose avant tout. Mais pour que les vrais remèdes soient efficaces, il faut protéger les âmes contre le poison communiste. La restauration de l'ordre social serait impossible, si on laissait pénétrer dans les classes populaires le venin de la doctrine bolcheviste.

Le procès qui s'est déroulé à Toronto, au mois de novembre 1931, devrait alerter même les plus insoucians. L'Internationale « rouge » de Moscou travaille, au Canada, depuis 1921. A la faveur de la crise, des agents communistes poursuivent une campagne systématique. Discours, pamphlets, journaux, tout est mis en œuvre pour attiser la haine, exaspérer la souffrance et le mécontentement.

Ce cahier anticommuniste, résumé doctrinal et historique, constitue un manuel, une petite « somme » pour les cercles d'études et les conférences populaires. Un texte schématique condense l'exposé des principes de réfutation et retrace les grandes étapes du bolchevisme russe. Les indications bibliographiques orienteront des recherches plus approfondies. Ce recueil suppose un commentaire oral, qui lui donnera du mouvement, de l'ampleur et une présentation plus populaire.

Il faut que tous les catholiques comprennent les déclarations décisives du Souverain Pontife dans la récente encyclique Quadragesimo anno. « Là où le communisme a pris

[217-218]

le pouvoir, il se montre sauvage et inhumain... comme en témoignent les épouvantables massacres et les ruines qu'il a accumulées dans d'immenses pays de l'Europe orientale et de l'Asie. »

Quant au parti plus modéré, qui a gardé le nom de socialisme, l'encyclique le déclare « inconciliable avec le christianisme authentique. Socialisme religieux, socialisme chrétien, sont des contradictions: personne ne peut être en même temps bon catholique et vrai socialiste ».

Louis CHAGNON, S. J.



PLAN DU CAHIER

I. — EXPOSÉ..... 3

II. — CRITIQUE:

Le communisme est:

| | |
|-------------------------------|----|
| a) <i>Injuste</i> | 8 |
| b) <i>Antisocial</i> | 19 |
| c) <i>Antifamilial</i> | 25 |
| d) <i>Antireligieux</i> | 28 |

III. — HISTOIRE:

Le communisme en Russie

| | |
|---|----|
| a) <i>La question politique et économique</i> | 33 |
| b) <i>La persécution religieuse</i> | 53 |

Cahier anticommuniste

—
Première partie

EXPOSÉ DU COMMUNISME

Par Arduino d'APOLLONIA, S. J.

Notions préliminaires

Communisme, socialisme, collectivisme, trois mots qui s'emploient souvent l'un pour l'autre. Ils désignent un ensemble de systèmes économiques qui attribuent à la communauté ou société, à l'exclusion des particuliers, la propriété des biens matériels, principalement des biens de production.

Historiquement, le mot communisme est le plus ancien; le terme socialisme est apparu vers 1825 (Owen, Fourier); l'appellation collectivisme, vers 1850.

Le socialisme est actuellement l'étiquette générale. Depuis la guerre, sous la rubrique « communisme » on désigne les formes les plus radicales du socialisme violent et révolutionnaire.

Bolchevisme

Ce mot a fait fortune depuis le congrès du Parti social démocrate russe, tenu à Londres, en 1903. Une scission se produisit entre extrémistes et modérés. Les violents, dirigés par Lénine, réussirent, dans le vote final, à obtenir la majorité (Bolshinstvo). De là ce nom de bolchevicks (majoritaires) contre menchevicks (minoritaires).

Karl Marx (1818-1883)

Le théoricien du socialisme scientifique est, sans contredit, Karl Marx. En 1867, parut le premier volume de l'ouvrage célèbre intitulé *Le Capital*. Les écoles socialistes les plus opposées s'inspirent encore de ce Coran

HN
31
E34
v. 127-8
1932

révolutionnaire. Il serait trop long de retracer la courbe historique du marxisme, d'analyser la part de vérité contenue dans cette critique des abus du capitalisme privé. « Leurs réclamations, dans ce qu'elles ont de juste, trouvent un appui bien plus fort dans les principes de la foi chrétienne, et une force de réalisation bien plus efficace dans la charité chrétienne. » (*Quadragesimo anno.*)

Principes fondamentaux

Le socialisme doctrinal, dont le communisme est le parti extrême, s'appuie sur une philosophie matérialiste. Il ne s'agit pas seulement d'une réorganisation économique. Le problème de la destinée humaine est brutalement solutionné par le matérialisme athée: il n'y a de bonheur que dans la félicité terrestre. Tous les hommes sont libres, égaux, exclusivement destinés aux jouissances d'ici-bas ¹.

C'est au nom de ces principes que les socialistes font le procès de la société actuelle. Le voici en résumé:

1° *Les faits*: Le régime économique de la société actuelle n'a procuré aux hommes ni liberté, ni bonheur, ni égalité. Il en est d'ailleurs radicalement incapable.

2° *Leurs causes*: La *propriété* au service de l'*égoïsme*.

a) Le régime de la propriété privée a laissé le champ libre à tous les déchaînements de l'égoïsme.

b) Le régime de la propriété privée a causé des gaspillages énormes: concurrence effrénée, surproduction, parasitisme commercial, etc.

c) Le régime de la propriété privée a consacré l'exploitation criminelle des ouvriers par les capitalistes, les gains de ces derniers étant faits de soustractions iniques à la part, ou plutôt au total qui devait revenir aux travailleurs. (Théorie de la « plus-value »: Karl Marx.)

d) Enfin le régime de la propriété privée a permis aux plus forts, aux plus habiles ou aux moins honnêtes d'ac-

1. Cf. *Dossiers de l'Action Populaire*, 1922-1923; 1931; *Socialisme et Religion*.

caparer le bonheur et la richesse et de ne laisser à la multitude que l'esclavage et la misère.

Aussi, en dépit de différences essentielles, toutes les écoles socialistes sont d'accord sur ce thème fondamental :

« La cause de l'inégalité criante du régime économique actuel et de l'exploitation des faibles par les forts, c'est le principe de l'appropriation privée, au moins en ce qui concerne les biens et les instruments de production. *Donc, il faut supprimer la propriété privée et la remplacer par la propriété collective.* »

Dès lors, le socialisme peut se définir ainsi : L'ensemble des systèmes qui revendiquent la plus grande égalité possible entre les hommes, spécialement sur le terrain économique, et qui se proposent, comme moyen à ce but, l'abolition totale ou partielle de la propriété privée, principalement sur les biens de production : terres, usines, outillage, moyens de transport.

Mais l'abolition de la propriété privée comporte le renversement de la société actuelle. Par quels moyens y parvenir ? Sur quels plans réorganiser la société future ? C'est ici que les écoles se divisent.

Principaux systèmes. Brèves caractéristiques ¹

A) COMMUNISME NÉGATIF

1. *Aucune appropriation stable.* — Ni la société, ni les associations, ni les familles, ni les individus, ne peuvent s'approprier, de façon exclusive et permanente, quelque objet que ce soit. — Tous ont un droit égal à tout.

2. *Usage de tout accessible à tous.* — Chacun peut prélever pour son usage, sur les biens communs de l'humanité, ce qui est nécessaire à ses besoins. C'est le régime de « la prise au tas ».

1. Pour un exposé plus détaillé des différents systèmes, cf. 1° *Dossiers de l'Action Populaire*, 10 et 25 janvier 1931; 2° H. DU PASSAGE, dans le *Dictionnaire apologétique d'Alès* au mot « socialisme »; 3° ANTOINE, *Cours d'Économie Sociale*, 6^e édition, Paris, Alcan, 1921; 4° FALLON, S. J., *Principes d'Économie sociale*.

B) COMMUNISME POSITIF (EXTRÊME)

1. *Appropriation collective de tous les biens.* — On ne nie pas l'appropriation stable, mais elle est faite au nom de la *communauté* qui possède tout. Pour un particulier, s'approprier quelque chose, c'est violer le droit de tous: « la propriété c'est le vol ».

2. *Organisation collective de la production et de la distribution de la richesse.* — Tous travaillent sous la direction de la communauté qui détermine et règle la tâche de chacun « selon ses forces » et distribue les biens de consommation à chacun « selon ses besoins ». De ces biens ainsi distribués chacun a l'usage: il n'est pas question de propriété.

C) COMMUNISME POSITIF MODÉRÉ

OU « COLLECTIVISME »

1. *Les biens de consommation seront laissés à l'appropriation et à l'administration privée.*

2. *Mais les biens et les instruments de production, les moyens de circulation et de distribution des richesses deviennent propriété collective.* — C'est la collectivité qui règle la production, la circulation et la répartition des richesses.

Les collectivistes se divisent en plusieurs écoles violemment opposées.

Ils sont en désaccord:

1° Sur le *sujet* de cette propriété commune des biens de production.

a) Pour les « internationalistes » (Marx, Lénine), c'est le prolétariat de tous les pays qui doit être propriétaire.

b) Pour les « étatistes » (Lassalle), c'est l'État.

c) Pour les « syndicalistes », ce sont les syndicats ouvriers ou les syndicats professionnels.

d) Pour les « libertaires », ce sont des groupements libres.

e) Pour les « fédéralistes », ce sont les fédérations de communes.

2° Sur les *moyens* à employer pour substituer la propriété commune à la propriété privée.

a) Les « révolutionnaires » n'ont de confiance que dans un coup de force rapide, préparé par une grève générale, dans la violence et l'émeute.

b) Les « réformistes » estiment plus sûr de procéder par étapes progressives plus ou moins lentes: conquêtes parlementaires; organisation des ouvriers; socialisation de certaines industries; diffusion des idées socialistes dans l'enseignement, la législation, la jurisprudence; préparation de compétences dans les milieux ouvriers, etc.

Communisme bolcheviste

Certaines formes de communisme ne sont que de pures chimères, des utopies verbales. Deux systèmes restent, avec lesquels il faut compter: le socialisme parlementaire ou « réformiste » et le *communisme bolcheviste*, que l'on tente de réaliser en Russie depuis 1917, et que la Troisième Internationale de Moscou propage à travers le monde.

Voici comment on peut définir ce communisme « rouge »: socialisme radical, révolutionnaire et violent, dont le programme économique et politique se résume ainsi: 1° abolir toute propriété privée sur les biens et instruments *de production*, sur les moyens de transport; 2° en assurer le domaine et le contrôle exclusif au prolétariat organisé en dictature; 3° arriver à ce but le plus tôt possible et par tous les moyens: haine des classes, violence et force armée¹.

1. Cf. CATHREIN, *Philosophia moralis*, 14^e édition, pp. 279, 280, 284.

CRITIQUE

Par Marie-Joseph d'ANJOU, S. J.

Voilà donc le communisme dont nous entreprenons la critique.

Les arguments ne manquent pas. C'est toute la philosophie spiritualiste qui condamne le matérialisme athée du « credo » communiste. Qu'il nous suffise de résumer brièvement les preuves directes et immédiates.

La proposition générale s'énonce par la formule suivante:

I. Le communisme est *injuste*, parce qu'il viole un droit naturel, le droit de propriété.

II. Le communisme est *néfaste*, parce qu'il est: a) anti-social; b) antifamilial; c) antireligieux.

LE COMMUNISME EST INJUSTE

Il est donc reconnu, en pratique comme en théorie, que le communisme veut remettre tous les biens à la collectivité; chacun, par conséquent, « puiserait, suivant ses besoins, aux ressources fournies par le travail de tous ¹ ».

C'est la *négation* absolue du *droit de propriété privée*.

Or, pareille doctrine est souverainement INJUSTE; car refuser à l'homme le droit de posséder et de s'approprier les choses matérielles, c'est *violier* un droit *légitime* et *nécessaire*.

1. Qu'est-ce que le droit de propriété?

C'est le « pouvoir moral de disposer d'une chose comme de sa propre personne, donc pleinement et exclusivement ² ».

1. DU PASSAGE, art. « Socialisme », *Dictionnaire apologétique de la foi catholique d'Alès*, col. 1418.

2. VALENSIN, *Droit naturel*, t. II, p. 30.

Ce qui implique la jouissance exclusive et stable, la libre disposition de la chose possédée quant à la substance et à l'utilité, le droit de l'aliéner, voire même de la détruire, pourvu que cette disposition ne viole cependant aucun droit supérieur.

2. Légitimité du droit de propriété

a) *Preuve:*

Un droit fondé sur la *nature*¹ même de l'homme est un droit légitime;

Or, le droit à la propriété privée² est fondé sur la nature même de l'homme;

Donc ce droit est légitime.

b) *Explication:*

L'homme peut être considéré isolément, comme *individu*, ou collectivement, comme être *social*, c'est-à-dire comme membre d'une société soit familiale, soit civile.

Dans chaque cas, le droit de propriété est lié à la nature humaine.

A) COMME INDIVIDU

1. Droit et devoir qu'a l'homme de se conserver la vie.

L'homme *veut* naturellement et *doit* se conserver la vie.

C'est pourquoi:

a) Guidé par sa *raison*, il *choisit* les choses nécessaires à ses besoins *présents*, et *retient* celles qui subviendront à ses besoins *futurs*. Car: 1° les *besoins matériels* de l'homme *ne chômeront jamais*; 2° l'homme peut et doit *amasser* les ressources qui lui permettront de consacrer des *loisirs* à son progrès *intellectuel* et *moral*³; 3° les biens de la

1. Et nous entendons ici par *nature humaine*: l'homme comme être doué de raison, abstraction faite de l'élévation à l'ordre surnaturel et de la chute originelle. L'argument a, par conséquent, une valeur aussi universelle que possible. (Cf. G. RENARD, « La pensée chrétienne sur la propriété et les inégalités sociales qui s'ensuivent », *La Vie intellectuelle*, septembre 1930, t. VIII, p. 246.)

2. Nous prenons ici le droit de propriété dans son sens le plus large, comme le droit qu'a n'importe quel homme, *tout homme*, de posséder *quelque chose*.

3. C'est une vie pleinement humaine que tout homme a le droit et même le devoir de vivre.

terre n'étant pas *illimités*, ni directement *utilisables* (il y faut souvent, pour la moisson par exemple, un travail intense et constant), l'homme peut et doit prendre des assurances pour *l'avenir*: en retenant les ressources nécessaires ou même certains *biens productifs*, qui lui garantiront, par son travail, une humaine subsistance ¹.

b) Sa *liberté* inviolable exige que les autres respectent cette conduite.

Qu'est-ce que cet usage permanent et inviolable des choses nécessaires à la vie, sinon le droit de propriété individuelle ?

Et comment ce droit ne serait-il pas légitime puisqu'il est immédiatement postulé par ce qu'il y a en l'homme de proprement humain: son intelligence et sa liberté ² ?

2. Droit de l'homme *au fruit de son travail*:

De plus, le travail humain (dont nous venons de parler), incorporé, cristallisé dans une matière productive à rendement lent, confère à l'homme un droit de possession stable sur cette matière même. Sinon: a) le libre et naturel domaine de l'homme sur ses forces spirituelles et physiques, ne pouvant s'étendre au fruit de leur exercice, serait inutile ou illusoire;

b) L'homme serait à la merci: 1° des circonstances difficiles de l'avenir; 2° de l'envie et des convoitises des autres hommes.

3. *L'ordre du monde et l'expérience*:

D'ailleurs, c'est un *fait d'expérience* constante et universelle, révélant, par le fait même, une *loi de nature*, que dans la création terrestre, les êtres d'un règne inférieur servent à ceux du règne supérieur.

1. Cf. *Dossiers de l'Action Populaire*, rue Soufflot, Paris, 10 mars 1931, pp. 537-539.

2. La propriété étant de droit naturel ne tire donc sa légitimité ni de l'*État*, ni de la *loi*, ni de l'*humanité*. « En effet, l'*État* n'est qu'une formation historique conforme à la raison; la loi, une ordonnance de la raison; l'*humanité*, une idée abstraite conçue par la raison. *Avant* que l'*État* ne soit formé, que la *loi* ne soit promulguée, que l'*humanité* ne soit conçue, la *raison* est et exerce son activité naturelle. » (VALENSIN, *op. cit.*, p. 34.)

A moins d'être matérialiste et de s'enfermer ainsi dans la contradiction, il faut reconnaître la supériorité de l'homme et la destination du règne minéral, végétal et animal au service de sa nature raisonnable.

Mais qu'est-ce encore que cette souveraineté naturelle de l'homme sur les choses, sinon le droit de propriété ¹ ?

« Les biens extérieurs n'existent qu'en vue de l'approbation humaine, pour, par le sacerdoce de l'homme, rendre gloire à Dieu: telle est la justification métaphysique, finaliste de la propriété ².

B) COMME MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ

L'homme n'a pas que des droits personnels; il est naturellement ordonné à vivre en société. Il a moralement besoin de la vie sociale, non seulement dans la *famille*, mais aussi dans l'*État*.

Or la vie normale de ces deux institutions exige le droit à la propriété privée.

1. La famille

a) « Aucune loi humaine ne saurait enlever, d'aucune façon, le droit naturel et primordial de tout homme au mariage, ni circonscrire la fin principale pour laquelle il a été établi par Dieu dès l'origine: « Croissez et multipliez-vous. » (*Genèse*, I, 28.)

Voilà donc la famille, c'est-à-dire la *société* domestique, société très petite, sans doute, mais réelle et *antérieure* à toute *société civile*, à laquelle, dès lors, il faudra reconnaître des droits absolument indépendants de l'*État*.

« Ainsi ce *droit de propriété* que Nous avons, au nom même de la nature, revendiqué pour l'individu, il le faut maintenant transférer à l'homme constitué *chef de famille* ³. »

1. Qu'on lise, à ce sujet, la page admirable de Léon XIII dans son encyclique *Rerum novarum*, édition de l'A. C. J. C., 1920, p. 11.

2. G. RENARD, art. cit., p. 251.

3. LÉON XIII, *Rerum novarum*, p. 14.

b) « Car la famille est pour *l'enfant*, dont les parents sont la providence, qui suppléent à l'infirmité du jeune âge et préparent, dans son avenir, la tradition du passé. Or, comment les parents pourraient-ils exercer ce rôle de providence, s'ils n'avaient le droit de propriété ¹? »

c) « La *nature* impose au père de famille le devoir sacré de nourrir et d'entretenir ses enfants; elle va plus loin. Comme les enfants reflètent la physionomie de leur père et sont une sorte de prolongement de sa personne, la nature lui inspire de se préoccuper de leur avenir et de leur créer un patrimoine qui les aide à se défendre, dans la périlleuse traversée de la vie, contre toutes les surprises de la mauvaise fortune.

« Mais ce patrimoine, pourra-t-il le leur créer sans l'acquisition et la *possession* de biens *permanents* et productifs qu'il puisse leur transmettre par voie d'héritage ²? »

d) Enfin « de ce que les fils sont naturellement quelque chose de leur père, ils doivent rester sous la *tutelle* des parents jusqu'à ce qu'ils aient acquis l'usage du libre arbitre ³ ».

Et comment cette tutelle, nécessaire et indépendante, du père de famille sur ses enfants peut-elle s'exercer sans le droit à la propriété privée ?

2. L'État

La *nature* même de l'État requiert de ses membres: 1° qu'ils *travaillent*; 2° dans la *paix*; 3° à la *culture* et au *progrès* général.

Or, sans la propriété privée, le travail suffisant et la paix nécessaire sont impossibles; l'État, de plus, marche à la ruine.

1. VALENSIN, *op. cit.*, p. 37.

2. *Rerum novarum*, p. 14.

3. *Rerum novarum*, p. 15.

a) Le travail:

1° Aliment de la vie civile, le travail, sans la propriété privée, manquerait de *stimulant*.

L'affaire de tous n'est l'affaire de personne.

On se désintéresse aisément de l'intérêt commun.

2° La *Russie* l'éprouva cruellement après que Lénine eut nationalisé les terres seigneuriales, distribuées d'abord aux paysans. Ceux-ci, dépouillés de la possession du sol, se croisèrent les bras et attendirent que l'État propriétaire les nourrit. Le résultat fut la terrible famine que l'on sait, qui emporta plus de dix millions d'habitants et força Lénine à changer de tactique.

La suppression de la propriété privée aboutit à l'*inertie* et à la *famine*.

b) La paix:

1° Pas de paix intérieure dans un régime qui viole la propriété privée.

Car alors: aa) Les citoyens laborieux se voient frustrés du fruit de leur activité, partagé injustement avec ceux qui n'ont pas peiné: ce sont les jalousies et les discordes; ou bien

bb) L'État impose par la violence le nivellement absolu dans la répartition du travail et des ressources: c'est la tyrannie.

Anarchie et *tyrannie*: telles sont les conséquences fatales de la suppression de la propriété privée.

2° La *Russie* en fit l'expérience sous la dictature de Lénine¹.

3° *Léon XIII* l'avait prophétisé avec force, trente ans plus tôt: « ... perturbation dans tous les rangs de la société, une odieuse et insupportable *servitude* pour tous les citoyens, la porte ouverte à toutes les *jalousies*, à tous les mécontentements, à toutes les *discordes*; le talent et l'habileté » privés de leurs stimulants et, comme consé-

1. Cf. Pierre CHASLES, *La Vie de Lénine*, Plon, Paris, 1929, p. 194.

quence nécessaire, les richesses tarées dans leur source; enfin, à la place de cette égalité tant rêvée, l'égalité dans le dénuement, dans l'indigence et la *misère* ¹. »

c) La *culture* et le *progrès*:

Enfin la culture et le progrès de l'État, fruits du travail pacifique, exigent qu'un certain nombre de citoyens se livrent tout entiers aux *travaux de l'esprit*, pour instruire, éduquer, gouverner ou évangéliser leurs semblables.

L'art, la science qu'ils cultivent, souvent à grands frais, leurs inventions, leurs études sont du plus grand service à la société, par les savants, les hommes d'État, les apôtres qu'ils lui procurent.

Mais qui ne voit que pour affranchir cette élite de la nécessité du travail matériel et lui assurer les ressources convenables pour le présent et l'avenir, la propriété privée est indispensable ?

Donc, considérée comme la possession stable des choses en général nécessaires à la vie de l'homme, de tout homme — et comme individu et comme membre de la société — la propriété privée repose sur la nature humaine elle-même; elle est, par conséquent, *légitime*.

3. Nécessité de la propriété privée

Si l'on envisage maintenant la propriété à l'état concret (comme la possession de *telle chose* en particulier par *tel homme* en particulier), et dans l'ordre historique où nous vivons (depuis le péché originel ²), il faut dire que la propriété privée est, non seulement légitime, mais encore *nécessaire*.

L'utopie communiste ne résiste ni aux *faits* d'expérience ni aux *principes*.

1. *Rerum novarum*, p. 16.

2. Dans l'état hypothétique où l'homme aurait pu se trouver si le péché n'était pas entré dans le monde, « la propriété privée aurait pu ne pas être nécessaire et la propriété commune répondrait mieux, d'après plusieurs théologiens, à l'idéal de la société humaine. » (VALENSIN, *Droit naturel*, t. II, p. 44.)

a) *Les faits:*

Chaque fois que les législateurs ont voulu s'opposer au droit naturel qu'a l'homme de posséder en propre, ils ont dû:

1° Faire appel à la *violence*, à l'oppression;

2° Tôt ou tard, faire machine en arrière et rétablir ce qu'ils avaient aboli.

Ici encore, la *Russie* bolcheviste en est le meilleur exemple.

b) *Les principes:*

En tout ordre humain, le travail est une nécessité individuelle et sociale.

Mais depuis la chute, ce travail est devenu un combat, un sacrifice. Aussi, « c'est le plus petit nombre des hommes qui prendraient encore sur eux la peine de travailler, si l'espoir d'acquérir et d'augmenter leurs possessions personnelles et la perspective d'employer à leur propre avantage les fruits de leur activité n'étaient pas une impulsion pour eux ¹ ».

« *L'intérêt propre* étant devenu le ressort pratiquement unique de l'activité de la plupart des hommes, l'introduction de la propriété privée est le seul moyen d'assurer des relations pacifiques entre les membres de la société humaine ². »

Donc, légitime, « convenable et permise si l'homme n'était pas un être déchu, la propriété privée est, depuis la chute, voulue de Dieu et nécessaire ³ ».

1. WEISS, *Institutions de Sociologie*, t. I, p. 270, cité par Valensin, *Droit naturel*, t. II, p. 44.

2. VALENSIN, *op. cit.*, p. 44.

3. *Ibid.*, p. 47. « Cet ensemble d'arguments reçoit une *confirmation* remarquable: a) de la *coutume* universelle de l'humanité; b) des *lois positives* des peuples civilisés qui consacrent le droit de propriété et le protègent; c) de la *loi divine* surtout qui interdit jusqu'au désir du bien d'autrui. L'institution de la propriété privée apparaît donc comme le moyen providentiel seul capable d'assurer, entre les hommes vivant en société, une équitable répartition des richesses de la nature. » (*Dossiers de l'Action Populaire*, 10 mars 1931, p. 542.)

4. Objections et réponses

a) Contre la *nécessité*:

1. *Obj.* — Les *premiers chrétiens* vivaient mieux et plus heureux sans propriété privée¹; celle-ci n'est donc pas nécessaire.

Rép. — a) Le « communisme » y était *libre et partiel*².

b) Le *nombre* des individus y était *restreint*. c) Les *aspirations* étaient purifiées et soutenues par la *grâce*.

2. *Obj.* — Dans les monastères, de tout temps, il n'y eut pas de propriété privée.

Rép. — Outre les distinctions faites ci-dessus, ajoutons que chaque *maison*, chaque *ordre* du moins, possède les revenus nécessaires à la vie. Ce qui est possible à une élite, vivant dans des conditions spéciales, ne saurait devenir un régime applicable à tous.

b) Contre la *légitimité*:

1. *Obj.* — Les *inégalités* des conditions créées par le régime de la propriété privée constituent une grave *injustice*.

Rép. — Au contraire, ces inégalités *inévitables* sont justifiées par: a) la *Providence* divine, qui a bien le droit de favoriser les uns plus que les autres et préside à la distribution des biens de la terre, en vue de la fin suprême qui est le salut des hommes.

b) La *valeur personnelle*: 1° l'homme travailleur et économe doit augmenter, plus que le paresseux et le prodigue, les biens qu'il a reçus; 2° le travailleur plus habile, étant plus utile au bien commun, a droit à une plus large possession du fruit de ses talents.

1. A Jérusalem, « tous ceux qui croyaient vivaient ensemble et ils avaient tout en commun. Ils vendaient leurs terres et leurs biens et ils en partageaient le prix entre tous, selon les besoins de chacun... Ils prenaient leur nourriture avec *joie* et simplicité, louant Dieu et ayant la *favor* de tout le peuple. » (*Actes des Apôtres*, II, 44-47.)

« La multitude des fidèles n'avait qu'un cœur et qu'une âme; nul n'appelaît sien ce qu'il possédait, mais tout était commun entre eux... Il n'y avait parmi eux *aucun indigent*. » (*Ibid.*, IV, 32, 34.)

2. Saint Pierre l'indique clairement dans les reproches qu'il adresse à Ananie: « Ne pouvais-tu pas, sans le vendre (le champ), en rester possesseur? Et après l'avoir vendu, n'étais-tu pas maître de l'argent? » (*Ibid.*, V, 3-4.)

c) Les différentes *formes d'appropriation*, légitimes en elles-mêmes, et sanctionnées par les lois, comme la vente et l'héritage.

2. *Obj.* — La propriété privée entraîne fatalement les *abus du capitalisme*.

Rép. — a) Les abus d'une chose légitime en soi sont condamnables, mais ne peuvent rendre cette chose illégitime. On peut abuser de tout ¹.

b) L'application du régime communiste entraîne des abus plus graves que ceux du capitalisme. L'histoire de la Russie en est toujours la preuve. En effet: en principe et en pratique, tout communisme est injuste et désastreux et ne saurait recevoir une application acceptable sans cesser d'être lui-même. Un certain capitalisme, au contraire, est légitime et nécessaire; le capitalisme moderne est inévitable ², mais peut être corrigé: seule la doctrine catholique en fournit le moyen efficace.

c) Car la *doctrine catholique* de la propriété: 1° impose au capitaliste le *devoir* de destiner son superflu au bien commun: — par la *mise en valeur* de ses capitaux dans des entreprises utiles et honnêtes, — en *distribuant* aux autres un *travail* justement rétribué ³ et dans des

1. Encore faut-il bien s'entendre sur le sens du mot capitalisme. Si l'on désigne par là l'émancipation excessive de l'argent, soustrait à la production et au travail, livré aux risques inutiles de la spéculation, envahissant le commerce, la politique même et devenu, par un mécanisme sans âme qui enlève au capitaliste le sens de ses responsabilités, le tyran des activités humaines, alors les revendications communistes ne sont pas sans fondement. L'Église, depuis toujours, condamne ce régime. (Cf. DU PASSAGE, art. « Socialisme », *Dictionnaire apologetique d'Alès*, col. 1441; VALENSIN, *op. cit.*, pp. 231-256.)

Mais si capitalisme veut dire richesse privée, même inégalement répartie, employée dans la production pour le bien commun, ce régime est légitime et nécessaire, comme la propriété privée dont il n'est que la conséquence.

2. Il n'est pas, d'ailleurs, un fait inouï: l'antiquité romaine a connu le capitalisme abusif. (Cf. H. LECLERCQ, art. « Capitalisme », *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*.)

3. Sur la question du *salaires* et particulièrement du *salaires familial*, cf. *Rerum novarum*, p. 38; PIE XI, encyclique *Casti connubii* sur le mariage, édition « Le Document » du *Devoir*, Montréal, pp. 37-38; FALLON, *Principes d'économie sociale*, Museum Lésianum, Louvain, 4^e édition, 1929, pp. 249 et suiv.; Léon LEBEL, S. J., *Les Allocations familiales*, École Sociale Populaire, Nos 159-160.

conditions d'hygiène physique et morale, — en faisant largement l'aumône ¹.

2° Admet la nécessité d'une propriété collective pour les besoins de la vie sociale, et par suite:

3° Elle enseigne que le droit de *propriété privée*, loin d'être absolu, comporte des *limitations*:

« Du côté du *possesseur*: le droit d'acquérir peut être refusé à certaines personnes physiques ou morales, ou leur être moins libéralement reconnu;

« Du côté des *biens*: certains biens peuvent être mis hors du commerce ou soustraits à l'appropriation individuelle; d'autres, moyennant une équitable compensation, être expropriés;

« Du côté des *modes d'acquisition*: certains peuvent être écartés; d'autres soumis à des conditions de forme;

« Du côté de la *transmission* et de la libre *disposition*: des biens peuvent constituer un patrimoine inaliénable; la transmission par donation ou par héritage peut être circonscrite dans de justes bornes; un prix légal, minimum ou maximum, peut être établi sur certaines denrées;

« Du côté de la *quantité*: l'intérêt public peut demander que le sol national, que les fonds de l'État soient répartis entre un nombre suffisant de citoyens ² »;

Sans oublier le droit qu'a tout homme, en cas de nécessité extrême, de s'approprier, par sa seule volonté, ce qui est indispensable pour se conserver la vie ³.

1. Cf. RENARD, art. cit., pp. 257-266; VALENSIN, *op. cit.*, pp. 252-257. « C'est une obligation de charité, écrivait Pie X, pour les riches et ceux qui possèdent de secourir les pauvres et les indigents, selon le précepte de l'Évangile. Ce précepte oblige si gravement qu'au jour du jugement il sera spécialement demandé compte de son accomplissement, ainsi que l'a dit le Christ lui-même. Matth., xxv, 34-35; 41-42. » (*Motu Proprio.*)

2. VERMEERSCH, *Archives du Manuel social*, p. 132, cité dans *Dossiers de l'Action Populaire*, 10 mars 1931, p. 544.

3. VALENSIN, *op. cit.*, t. II, p. 59.

N. B. — « On dit capitalisme pour signifier l'ensemble des abus attribués au rôle marquant du capital dans la société actuelle. Nous évitons, de parti pris, ces manières de parler. Elles sont inexactes. Elles rejettent sur telle ou telle institution la faute d'abus et de maux qui viennent, en réalité, d'un grand nombre de causes diverses, et

LE COMMUNISME EST ANTISOCIAL

Par Antonio LEPAGE, S. J.

En effet l'application du régime communiste compromet :

- 1° La prospérité économique;
- 2° Les libertés;
- 3° L'ordre et la paix publics.

1. La prospérité économique

C'est un fait psychologique reconnu qu'il faut à la plupart des hommes, pour accomplir la grande loi du travail, le stimulant de l'intérêt personnel, c'est-à-dire l'espoir de s'enrichir et d'assurer un patrimoine à leurs enfants.

Aussi le communisme, en supprimant la propriété individuelle, supprime par le fait même un des facteurs les plus puissants du progrès économique.

Diminution de la production. — Il est reconnu que le travail le plus productif est celui qui est entrepris sous l'aiguillon de l'intérêt personnel. Ne voit-on pas, en effet, dans l'histoire, que les Grecs et les Romains, s'étant rendu compte du faible rendement qu'ils obtenaient avec les esclaves, ne trouvèrent rien de mieux, pour rendre le travail plus productif, que de faire appel à l'intérêt personnel. Et les esclaves eurent désormais la possibilité de se créer un pécule qui devait leur servir, après un certain temps, à acheter leur liberté.

qui ne sont pas essentiellement liées à celle qu'on incrimine. » (FALLON, S. J., *Principes d'économie sociale*, 4^e édition, 1929, p. 231.)

Sur le danger de condamner le capitalisme sans distinction, que l'on consulte les articles du P. Vermeersch, S. J., dans les *Dossiers de l'Action Populaire*, 1930, pp. 928-941, et l'article « Capitalisme » par Mgr Six, dans le *Dictionnaire pratique des Connaissances religieuses*.

« Il serait injuste de vouloir transformer le système capitaliste en un bouc émissaire... Le développement exagéré du capitalisme et la concentration du capital en quelques mains doivent être combattus et prévenus, mais ce n'est pas là une raison pour méconnaître que, dans les conditions actuelles, une vie économique sans capital est impossible... Une lutte partielle et aveugle contre le capital n'aurait en somme d'autre résultat que de nous enfoncer encore plus profondément dans la détresse et le chômage. » (Lettre pastorale des archevêques et évêques bavarois, citée dans la *Documentation catholique*, 28 novembre 1931, col. 971.)

De plus, la suppression de l'intérêt personnel enlève au travailleur ses principaux mobiles d'action. Sous le régime communiste, le citoyen, se fiant à l'État qui, en principe, est censé pourvoir à sa subsistance, apportera naturellement le minimum d'efforts et de soins à la tâche imposée. Il sera peu enclin à exercer son initiative personnelle pour arriver à perfectionner ses moyens de production, — ou bien parce que ces moyens ne lui appartiendront pas, — ou encore parce qu'il n'y aura plus le stimulant si puissant de la concurrence pour l'y inciter. L'État, unique producteur, a tout intérêt, au contraire, à uniformiser, autant que possible, les besoins et à conserver les procédés en usage, afin de faciliter l'administration. D'où le danger de paresse, de routine, de stagnation chez les travailleurs, de gaspillage dans l'emploi des matières premières et de détérioration du matériel.

Et même, à supposer qu'on arrive à maintenir parmi la majorité des citoyens un haut esprit de civisme, d'honnêteté, de travail, on n'aboutirait qu'à de bonnes moyennes. Il n'y aurait plus de ces compétences et de ces activités puissantes, tenaces, ingénieuses, vigilantes, qui sont pour les neuf dixièmes dans le succès et le progrès des entreprises¹. La prospérité générale en sera diminuée d'autant.

Administration onéreuse. — Une autre cause d'appauvrissement général serait les dépenses énormes nécessitées par la surveillance, le contrôle, la comptabilité, l'administration toujours plus compliqués et plus dispendieux dans les entreprises publiques que dans les entreprises privées.

En effet, les États modernes ont donné maintes preuves de leur aptitude à entasser dette sur dette; ils n'en ont pas donné de leur capacité d'épargne. Comment croire que, les obligations et les responsabilités augmentant, ils réussiront mieux à accumuler des richesses? Au con-

1. FALLON, S. J., *Principes d'économie sociale*, 1929, p. 166.

traire, une augmentation des dépenses et aussi des dettes est à prévoir.

Donc, le communisme, loin d'améliorer le sort de chacun, est condamné à faire de tous les citoyens des pauvres qui n'auront même pas l'espoir de sortir un jour de leur médiocre situation, puisqu'ils n'en auront pas la faculté.

2. Le communisme compromet les libertés

En effet, dans le régime communiste, l'État est l'organisateur unique et universel de la production et de la répartition. Or, toute activité, même d'ordre spirituel, se traduit par un usage ou une consommation de biens matériels. Par conséquent, l'État, maître de ceux-ci et maître de la collation des emplois, pourrait, à son gré, entraver l'exercice de toutes les libertés. Et, de fait, l'État communiste ne peut se maintenir et fonctionner régulièrement, sans porter atteinte aux libertés des citoyens.

a) *Liberté des professions.* — Elle ne peut subsister sans ruiner tout l'ordre du système communiste. En effet, l'État, patron unique et unique fournisseur, doit être fixé d'avance, sur le nombre de bras dont il pourra disposer dans chaque branche de l'industrie. Or, comment y arriver, si les individus peuvent changer de profession à leur gré? Le seul moyen d'y remédier est que l'administration puisse, d'office et d'autorité, caser et utiliser chacun selon les besoins du service général.

C'est bien la solution que prévoient les chefs mêmes du socialisme: « Celles-ci (les autorités économiques) devraient prescrire à chacun la quantité et le genre de travail qu'il devrait fournir et prononcer sur la répartition des biens et des services entre les citoyens... En dépit de leur caractère essentiellement technique, les autorités économiques devraient être considérées comme des

autorités publiques aux ordres desquelles tout membre de la société devrait provisoirement obéir¹. »

Celui qui veut réfléchir comprendra que, sous un pareil régime, la liberté des professions serait réduite à néant.

b) *Liberté de domicile*. — Le but du régime communiste est de satisfaire, avec le minimum de travail, les besoins essentiels de tous. Or, cela suppose, pour chaque service, un nombre d'ouvriers assuré et suffisant. D'où la nécessité que chacun reste au poste assigné, sinon, tous pouvant aller où ils voudraient, les emplois les moins intéressants manqueraient toujours d'ouvriers, et l'administration ne pourrait compter sur un personnel fixe et stable, par suite de la multiplicité et du caprice des migrations, voyages et déplacements. Dans ces conditions, comment l'État communiste remplirait-il sa tâche ? Il doit donc nécessairement en venir à un *servage industriel*, au régime de la *conscription du travail*.

C'est bien ce qu'on expérimente en Russie, où le gouvernement soviétique fait passer arbitrairement les ouvriers, des travaux des champs aux travaux de l'usine, suivant les exigences du moment.

c) *Liberté des intelligences et des consciences*. — Comment pourrait-elle se maintenir dans un pays où l'imprimerie et l'enseignement, à tous ses degrés, seraient des monopoles d'État ; dans un pays où les salles de réunions, les églises, tous les édifices aujourd'hui privés et toutes les parcelles du sol appartiendraient à l'État ? Dans une société communiste, il serait impossible aux citoyens d'écrire quoi que ce soit, de se réunir en assemblée, sans la permission des autorités. Or, cette permission, même si elle est accordée facilement, ne le sera certainement pas aux adversaires des hommes au pouvoir. En effet, l'auteur socialiste Menger nous prévient « qu'il importe qu'aucun préjugé populaire n'empêche les détenteurs du

1. Anton Menger, *L'État socialiste*, pp. 269-270.

pouvoir, dans le nouveau régime, d'assurer, au moyen d'une *organisation convenable des autorités publiques, l'existence d'un gouvernement fort* ¹ ».

Donc, malheur à ceux qui oseront critiquer le gouvernement, car sous prétexte qu'ils nuisent au bon fonctionnement de l'État, on pourra exercer contre eux toutes les représailles qu'on jugera nécessaires pour assurer la sécurité du gouvernement.

Nous avons un exemple de l'application de ce principe dans l'acte encore récent du gouvernement communiste russe qui a fait exécuter plusieurs intellectuels et savants, sous prétexte qu'ils étaient un danger pour le régime bolcheviste.

Il est donc bien vrai de dire que le régime communiste, plaçant l'individu sous la tutelle absolue de l'État, lui enlevant, en fait, toutes les libertés dont il jouit aujourd'hui, aboutirait tout simplement à une diminution de la personne humaine.

3. Le communisme compromet l'ordre et la paix publics

En effet, le régime communiste est destiné à être une cause de désordres et de perturbation sociale. Et pourquoi ?

Tâche au-dessus des forces de l'État. — Sous le régime communiste, c'est l'État qui devra dresser la statistique précise et détaillée des innombrables besoins de la consommation, puis assurer la production par une juste répartition du travail et des travailleurs, enfin organiser la distribution des biens produits, d'une façon équitable et satisfaisante pour tous. Cela exigerait, en effet, une obéissance parfaite chez tous les citoyens qui, en vertu de la loi du moindre effort, chercheraient chacun à travailler le moins possible et à la besogne la moins pénible; une parfaite sagesse, prudence et justice chez les fonction-

1. *L'État socialiste*, p. 273.

naires, distributeurs et contrôleurs, du nombre desquels, d'abord, tout le monde voudrait être; enfin, l'obligation de consommer immédiatement ce qu'on aurait reçu, sous peine de faire renaître capitalisation et propriété personnelle.

Or qu'est-ce donc que l'État pour lui accorder une telle omnipotence ?

On l'oublie trop souvent, l'État n'est pas une sorte de divinité incapable de faillir à sa mission. L'État s'identifie avec des hommes soumis, comme les autres mortels, à l'influence des préjugés, des passions, des intérêts, d'autant plus portés à abuser de leur autorité qu'ils disposent de pouvoirs plus étendus.

Résultats de ce régime: anarchie ou tyrannie. — En essayant de concilier la liberté et l'égalité absolues, le régime communiste est condamné à osciller perpétuellement entre deux tendances.

Ou bien *insister sur l'égalité* de tous les citoyens, et c'est alors, pour assurer cette égalité, un communisme toujours plus centralisé et autoritaire, avec une administration qui ferait marcher au doigt et à l'œil l'immense organisation sociale confiée à ses soins. Ce serait alors le régime le plus tyrannique que l'on puisse imaginer, et la société, dans ce cas, ne serait plus qu'une immense caserne.

Ou bien *insister sur la liberté* — et c'est alors un communisme de plus en plus libertaire et anarchiste. Dans ce cas, l'administration serait très large, très libérale, très démocrate. Elle serait électorale, amovible à volonté, désignée par le suffrage universel, entièrement soumise au bon plaisir des citoyens. Et c'est la porte ouverte à la discorde, à la jalousie, à la calomnie et aux soupçons envers l'autorité, à la haine de tout chef et de tout règlement. Mais alors la puissante organisation centralisatrice et régulatrice, indispensable au bon fonctionnement du système, se désagrégerait en vingt-quatre heures sous la

poussée de toutes les insubordinations et de toutes les incohérences de la multitude. Ce serait le chaos, l'anarchie, l'effondrement de tout l'édifice administratif¹.

Conclusion

En somme, le communisme, considéré au simple point de vue économique et social, n'est pas viable. Il ne peut conserver la forme égalitaire et libertaire, sans aboutir à l'anarchie avec toutes ses conséquences. Le communisme pour durer, au moins quelque temps, ne peut être qu'autoritaire et tyrannique.

LE COMMUNISME EST ANTIFAMILIAL

Par Lorenzo CADIEUX, S. J.

1. Point de vue économique

La famille a besoin du droit de *propriété privée*: c'est la condition même de son autonomie, de son développement normal et du dévouement paternel.

Il lui faut au moins l'*espérance* d'une possession stable, d'un certain capital d'économies et d'épargnes, pour assurer l'avenir des enfants, la vieillesse des parents.

Mais le communisme supprime la propriété privée. Il arrache à la famille jusqu'à l'espérance de biens permanents. Il la condamne au régime précaire de la vie au jour le jour, à la merci des dictateurs publics.

Cette spoliation brutale brise le ressort le plus intime de l'économie familiale.

Mais il y a pire encore:

2. Point de vue moral

Le *matérialisme égalitaire*, assise doctrinale du communisme, ruine le fondement moral de la famille.

1. BELLIOU, *Manuel de Sociologie catholique*, p. 305.

Les lois de stabilité, d'amour chrétien et d'autorité, qui servent de base au mariage et à la famille, sont rejetées.

Plus de mariage

Le communiste prêche l'amour libre, le divorce, l'indépendance totale.

« La femme, dit Bebel, est maîtresse de son cœur. Elle le partage avec qui elle veut. Une relation cesse de lui plaire, libre à elle de la rompre et de porter ailleurs son affection ¹. » « Elle fait elle-même ou se laisse faire la cour, et dans les engagements qu'elle contracte, elle n'a jamais égard qu'à ses propres penchants. »

Devant ce dévergondage, un obstacle se dresse comme un mur infranchissable: le mariage indissoluble. A bas ce mur inutile!

« Le mariage, affirme froidement Benoît Malon, est une propriété et la pire de toutes; il est une institution absurde et immorale. » D'ailleurs, « l'homme et la femme ne sont que des animaux. Peut-il être question d'un lien indissoluble entre des animaux? » (Bebel.)

Le Code des lois édicté le 16 septembre 1918 par le Gouvernement soviétique approuvait la liberté du divorce, l'égalité complète entre la femme et le mari. C'était rester à mi-chemin. En 1925, le Code de famille réalisait entièrement les conceptions des Soviets au sujet du mariage et de la famille, en supprimant toute distinction entre le concubinage et le mariage légitime.

Le but est évident: détruire dans ses fondements la société conjugale. Il le faut bien, puisque l'« esprit familial, qui est l'œuvre du christianisme, est d'une essence contraire, par son origine et sa nature, à l'enseignement de Lénine ² ».

1. BEBEL, *La Femme*, p. 192, 1887.

2. P. CHAPLET, *La Famille en Russie soviétique* (Bibliothèque de l'Institut de Droit comparé de Lyon, Paris, 1929), p. 20.

Plus d'autorité paternelle

L'esprit familial apparaît une force redoutable aux communistes. Aussi, en habiles tacticiens, ils ont repéré le point psychologique: l'autorité du père. Ils la ruineront.

Nous savons comment le socialiste Bebel pose en principe l'indépendance de la femme; Benoît Malon, lui, revendique l'autonomie de l'enfant.

« L'important, écrit-il, est d'abolir radicalement l'autorité du père et sa puissance quasi royale dans la famille. Les enfants ne sont-ils pas autant que les parents? Pourquoi leur commander? De quel droit? Plus d'obéissance, sans quoi plus d'égalité¹. »

L'important, en somme, pour l'État soviétique actuel, c'est la mainmise sur l'éducation, c'est d'enlever au père le droit d'élever librement ses enfants, d'où l'affranchissement de la femme et de l'enfant.

En résumé

Le communisme est essentiellement antifamilial parce que:

a) Sa doctrine sur l'amour libre, l'union libre², le divorce légal (d'après le Code de 1926), conduit infailliblement à la dislocation de la famille;

b) Sa doctrine sur l'égalité parfaite des droits du chef et des membres brise la hiérarchie de la famille et ruine l'autorité paternelle;

c) Sa doctrine sur la propriété privée et sur l'éducation des enfants atteint la famille dans son indépendance³;

1. *Le Socialisme intégral*. Paris, 1892. (Cité dans le *Cours d'économie sociale* de Ch. Antoine.)

2. « L'union libre, voilà ce qu'apportera à l'homme et à la femme la société communiste. » (*La Famille et l'État communiste*, Bibliothèque de l'Humanité, pp. 21-22.)

3. « Il faut que la femme se révolte et détruise les vieilles traditions imbéciles. » (P. Sémard, dans l'*Humanité* du 8 novembre 1924.)

d) Enfin parce qu'il sanctionne la polygamie ¹, la prostitution, les pratiques néo-malthusiennes: ce qui est tarir la fécondité de la famille.

Voilà l'immoralité antifamiliale de la théorie communiste.

N. B. — Nous verrons les résultats de cette législation soviétique dans l'histoire de la persécution religieuse.

LE COMMUNISME EST ANTIRELIGIEUX

Par Lorenzo CADIEUX, S. J.

Un système matérialiste, radicalement athée, ne peut être qu'antireligieux. Tel est le communisme.

Système matérialiste

Niant tout « au delà », réprouvant toute doctrine religieuse qui prêche au peuple l'existence d'une autre vie, le communisme n'envisage la vie humaine qu'au seul point de vue terrestre. Son Dieu, c'est l'État populaire; sa fin: les jouissances humaines; son culte: la production des richesses. Bref, un idéal « purement humain », exclusivement temporel.

Cela se comprend parfaitement, étant donné le principe philosophique dont s'inspire le communisme, c'est-à-dire le matérialisme en sociologie. Le socialiste Schäffle ramène à ces trois dogmes fondamentaux toute la doctrine communiste: « Athéisme en religion, républicanisme démocratique dans l'État, collectivisme en économie politique ². »

Réaliser le paradis « sur terre »: voilà donc l'aspiration profonde des communistes. Aussi, selon l'expression du poète du socialisme, le juif Henri Heine, abandonnent-ils « le ciel aux anges et aux moineaux ».

1. *La Vague rouge*, 1^{er} mars 1927.

2. Ch. ANTOINE, *Cours d'économie sociale*, p. 225.

Systeme athée

« En fait de religion, nous sommes athées », clama au Reichstag, le chef autorisé du socialisme démocratique, Bebel ¹.

Rien d'étonnant à cette profession de sans-Dieu, car la religion s'oppose, disent-ils, à l'émancipation prolétarienne. Le juif Karl Marx affirme que la religion est « l'opium du peuple ² », le narcotique qui tue l'intelligence de l'homme et retarde son développement économique. Et Lénine: « La religion est une sorte d'eau-de-vie spirituelle qui condamne les esclaves du capitalisme à fouler aux pieds, dans la poussière, leur caractère humain et leurs aspirations à une existence à moitié convenable ³. »

Dans un ouvrage intitulé *Matérialisme et Empirio-criticisme*, Lénine redit avec Karl Marx: la religion, c'est l'opium du peuple, puis renchérisant, la religion, c'est la vodka de basse qualité, la sivoudka dont le peuple se grise pour oublier ses souffrances, enfin, c'est une merveilleuse alliée des exploités. *Pourquoi?* Parce que la religion enseigne aux prolétaires non seulement la patience et l'humilité, mais l'amour de ceux qui les persécutent. Que demande-t-elle, en revanche, aux capitalistes? Quelques aumônes, qui rachètent à peu de frais leur égoïsme ⁴.

Cet esprit athée, il faut le remarquer, n'est pas le propre de telle ou telle branche du communisme. Les doctrinaires socialistes de toutes nuances: saint-simoniens, marxistes, communistes, anarchistes, mencheviks, bolcheviks ou léninistes, furent des anticléricaux déclarés et intransigeants.

« Comme socialistes, disait, à Gand, M. Fontaine, nous voulons l'anéantissement de toute religion et de toute église. »

1. *Conférence sur notre régime*, p. 38.

2. Karl MARX et ENGELS, *Le Manifeste du Parti communiste*, Londres, 1847.

3. LÉNINE, *Socialisme et Religion*.

4. Pierre CHASLES, *La Vie de Lénine*, Paris, Plon, 1929.

Le communisme, enfin, est radicalement athée

« La religion et le communisme sont incompatibles aussi bien théoriquement que pratiquement ¹. »

Et Zinoviev de déclarer, le 17 juin 1923: « Notre programme est basé sur le matérialisme scientifique qui inclut purement la nécessité de propager l'athéisme ². »

L'ancien texte du paragraphe 4 de la Constitution soviétique de l'U. R. S. S. paraissait garantir la liberté de conscience. Mais cette garantie *était annihilée* par le paragraphe 9: Les moines et les serviteurs de toutes confessions, les ecclésiastiques étaient privés des droits civiques. Le XIV^e Congrès des Soviets (1929) supprima toute liberté de propagande religieuse (*Izvestias* du 22 mai 1929). Enfin, cette « liberté de confessions religieuses », reconnue aux citoyens par la Constitution, est pratiquement ruinée par le fameux « Décret du Comité central exécutif panrusse du Conseil des Commissaires du peuple ³ ».

L'étude de ce décret montre clairement les fins anti-religieuses du Gouvernement soviétique, à savoir: contrôler toute activité religieuse (paragraphe 2, 3, 4, 7, 65), restreindre l'exercice du culte (10, 34, 58), rendre impossible l'évangélisation (18, 19), mainmise sur les biens ecclésiastiques (29, 34), enfin suppression de toute activité sociale et philanthropique.

Système persécuteur

Le communisme prêche non pas un athéisme vague, mais un athéisme persécuteur. S'il accorde un semblant de tolérance ou de neutralité relativement aux croyances religieuses, il supprime peu après cette tolérance; car, *la persécution est dans la logique même du système.*

Longtemps avant la persécution actuelle en Russie, le *Travailleur*, journal belge, s'exprimait ainsi: « L'idée de

1. *A B C du Communisme*, par BOUKHARINE, ch. XI, p. 246.

2. *Why Pope Pius XI asked Prayers for Russia, 1930.*

3. Ce décret fut publié dans les *Izvestias* des 26, 27, 29 avril 1929.

Dieu est immorale, absolument contraire à tout progrès; il faut que le catholicisme tombe! Il faut étouffer le papisme dans la boue. Guerre à Dieu! Le progrès est là. » Et Stépanoff: « Nous devons agir de manière que chaque coup porté à la structure traditionnelle de l'Église, chaque coup porté au clergé, attaque la religion en général ¹. »

Les *Izvestias* du 16 décembre 1929 confirmaient ces principes communistes: « C'est une vérité élémentaire que le front antireligieux est un secteur des plus importants dans la lutte des classes. »

Pour atteindre ses fins, cette guerre athée se fera méthodique. « La lutte contre la religion doit être menée, non seulement avec toute l'énergie possible, mais avec la patience et la prudence nécessaires ². »

Le camarade Zinoviev, à Noël 1924, s'en prenait à la divinité: « Nous poursuivons nos attaques contre Dieu. Nous avons confiance que nous l'écraserons dans son empyrée. Nous le combattons partout où il se dissimule. »

En effet, ils combattent Dieu partout, dans les écoles, dans les familles, dans les églises transformées en salles cinématographiques. Ils n'ont plus besoin de Dieu « ce détail », de la religion « cette vieille chanson ³ », cette vodka de basse qualité, car « toutes les religions, tous les dieux sont un même poison enivrant, endormant l'esprit, la volonté, la conscience; une guerre implacable doit leur être faite à toutes ⁴ ».

Pourquoi cette lutte acharnée contre Dieu ?

Parce qu'elle fait partie du plan de révolution universelle. Dans le sixième Congrès de l'Internationale communiste, tenu à Moscou, en septembre 1928, on adopta ce programme: « Les communistes considèrent qu'il n'est

1. *Les Problèmes et les Méthodes de la propagande antireligieuse*, Moscou, 1923.

2. BOUKHARINE, *A B C du Communisme*, ch. XI, p. 254.

3. Jaurès, discours du 21 novembre 1893.

4. Second numéro du *Bezbojnik* (le *Sans-Dieu*).

pas nécessaire de masquer leurs desseins. Ils déclarent ouvertement que leur objectif ne peut être atteint que par le *renversement forcé* de tout l'ordre social existant. L'emprise de la bourgeoisie ne peut être détruite que par une violence impitoyable. »

Puisque la campagne antireligieuse est partie intégrante de la lutte universelle, qu'elle est inséparable en pratique des visées politiques et économiques du communisme, il est clair qu'il existe en U. R. S. S. *un athéisme implacable, organisé et militant*, soutenu par l'État. Si le collectivisme est le corps du communisme, l'athéisme en est l'âme ¹.

Il est donc bien faux de croire que la persécution actuelle, un des éléments essentiels du plan quinquennal, n'est qu'un simple accident, un conflit isolé, temporaire, entre l'Église et l'État, car le communisme réclame non seulement le gouvernement temporel, mais surtout une juridiction sans limite sur les âmes elles-mêmes, sur les consciences, sur la liberté humaine qu'il voudrait abolir, sur toutes les croyances: chrétiennes, judaïques ou mahométanes, afin de rayer à jamais de la conscience humaine l'idée même de Dieu.

N. B. — Nous verrons l'application de ce système persécuteur dans le chapitre intitulé « Histoire de la persécution religieuse en Russie soviétique ».

1. *Documentation catholique*, 22 novembre 1930, p. 938. Rapport du R. P. E.-A. Walsh, s. J.

Troisième partie

HISTOIRE

Le communisme en Russie

QUESTION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Par Philippe LEDUC, S. J., et Louis de LÉRY, S. J.

Ce travail ne peut entrer dans le détail des événements; il n'indiquera que les principales étapes du mouvement révolutionnaire.

Causes du communisme bolcheviste ¹

Les intellectuels sont en partie responsables de ces horreurs, par l'impulsion et la direction donnée à la pensée révolutionnaire, grâce à leur pessimisme morbide, pendant la dernière moitié du XIX^e siècle. Une éducation cosmopolite reçue à l'étranger les avait éloignés de leur peuple; ils formaient une petite classe à part, détestant le vulgaire ignorant, et ne faisant rien pour combattre cette ignorance, pour développer, dans l'âme du moujik, son idéal sacré. Ces intellectuels cherchaient à transformer leur pays en une caricature grotesque de l'Europe, et ils étouffaient chez l'enfant tout sentiment patriotique, comme une offense à l'humanité. Inconsciemment, ils préparaient le jeune homme « international ».

L'ancien régime a aussi ses responsabilités. Le peuple russe voulait une constitution plus libérale. Mais l'autocratie impériale répondit à ce désir national par une terrible répression. Les organisations secrètes se multiplièrent; on travailla sous terre à l'œuvre néfaste.

De plus, le contraste persistant, entre une aristocratie souvent sans mœurs, une classe de très grands propriétaires fonciers incapables de comprendre et de remplir les

1. BERDIAEFF, *Un nouveau moyen âge*.

devoirs qu'impose la richesse, et, d'autre part, de misérables moujiks à peine sortis du servage, dont l'émancipation de 1861 n'avait fait qu'aggraver, pour plusieurs, la situation, — demeurant, au point de vue économique, de véritables serfs, — ce contraste ne faisait qu'augmenter le déséquilibre.

« On a compris aussi que le socialisme en Russie était une question religieuse » (Dostoiewsky). Une partie de ce travail est consacrée à cette cause.

De plus, les éléments ethnologiques de cette population, composée de plus de deux cents nationalités non unifiées, font croire que la Russie est le seul pays où pouvait se dresser, si promptement et si complètement, cette énigme chaotique qu'elle présente au monde civilisé.

Résumons les causes les plus apparentes du communisme russe; elles sont d'ordre: philosophique, politico-social, religieux et racial.

Origine du bolchevisme

Depuis longtemps, en Russie, les clubs révolutionnaires sont très actifs. Après 1880 surtout, l'histoire de ce pays est pleine de leurs méfaits: attentats contre les Tsars et les grands du royaume, soulèvement des foules contre le régime autocrate, etc. Avant 1900, cinq partis révolutionnaires existaient; ils constituaient diverses formes de socialisme. Les bolchevistes ne sont qu'une portion d'un de ces cinq partis: les social-démocrates. En juillet 1903¹, ces derniers tenaient, à Londres, leur second congrès pour discuter l'organisation du Parti. Sur une question secondaire, le choix du Comité central de Russie, on ne parvient pas à s'entendre. On prend le vote: Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, a la majorité. Les « durs » deviennent les « majoritaires », ou, pour parler russe,

1. Jusqu'au 31 janvier 1918, on suivait en Russie le calendrier julien, en retard de treize jours sur le calendrier romain au xx^e siècle. Le 1^{er} février 1918, notre calendrier était introduit dans la Russie des Soviets.

Dans le présent travail, les dates sont indiquées d'après notre calendrier.

« bolcheviques », et les « mous », les « minoritaires » ou « mencheviques ». Lénine, chef des durs, devient, à l'âge de trente-trois ans, leader des bolcheviques. L'influence de ce sixième parti révolutionnaire grandira jusqu'en 1917, au point de supplanter tous les autres. Entre temps, c'est le leader, Lénine, qui est presque à lui seul, tout le parti.

Mais qui l'aurait cru ? Cette poignée d'hommes, ayant, en 1903, comme unique ressource sa haine contre la noblesse et la bourgeoisie, deviendrait, vingt ans plus tard, un péril pour la civilisation mondiale.

Bolcheviques et mencheviques, frères ennemis dont les méthodes allèrent en divergeant jusqu'à la rupture complète, à la conférence de Prague (1912), travaillèrent alors à fonder une république démocratique. Lorsque éclata la guerre russo-japonaise, ils s'élançèrent à l'assaut du pouvoir.

Révolution de 1905

La défaite militaire causa un ébranlement profond. Aussi les révolutionnaires, habitués à pêcher en eau trouble, profitèrent de ce malaise dû aux fautes de la diplomatie impériale. Ils soulevèrent les travailleurs des villes. Pendant les trente années qui précédèrent la guerre de 1905, l'industrie s'était développée très rapidement; mais les abus avaient suivi de près les progrès industriels. Les conditions de travail étaient pénibles, les ouvriers mécontents. En janvier 1905, plus de sept cent mille ouvriers russes faisaient la grève. Le mouvement révolutionnaire se compliquait de revendications sociales. A partir du 22 janvier 1905 — du dimanche rouge — la classe ouvrière a joué un rôle décisif dans la révolution. On peut dire que la révolution russe devint inévitable, le jour où les pacifiques pétitionnaires ouvriers tombèrent devant le Palais Impérial, à Pétrograd, le 22 janvier 1905. Cinq cents hommes furent tués, trois mille blessés.

En octobre 1905, les troubles reprirent. Les social-démocrates crurent paralyser le régime autocratique, par une grève générale qui dégénérerait en insurrection armée. La grève fut faite: grève effroyable qui désorganisa tous les services publics. Nicolas ne fut pas renversé, mais il octroya une constitution. Les social-démocrates voulaient autre chose qu'une assemblée ou « Douma » purement consultative. Ils organisèrent une insurrection à Moscou, en décembre 1905; elle échoua.

Le rôle de Lénine dans cette révolution est plutôt secondaire; il observe, il attise les haines par son journal: *la Nouvelle Vie*. Il observe: car il pressent que le drame, qui se jouera plus tard, ne sera qu'une répétition de celui-ci. Plus tard! Lénine se rend compte que cette fois les chances de succès sont passées: il se résigne à subir le régime autocrate.

Le guetteur

Lénine exilé guette l'occasion de rallumer l'incendie. De novembre 1908 à juillet 1912, il vit pauvrement à Paris. En juillet 1912, le leader bolchevique quitte Paris pour Cracovie; il lui était indispensable de se rapprocher de la frontière russe, pour mieux diriger la feuille bolcheviste, la *Pravda* (vérité), fondée à Saint-Pétersbourg, en avril 1912. A la fin de juillet 1914, Lénine et Zinovieff, son inséparable compagnon, sont arrêtés par la police autrichienne; mais, bientôt relâchés comme défaitistes, ils passent en Suisse. De loin, avec une acuité sauvage, l'implacable guetteur surveille l'agitation ouvrière de Saint-Pétersbourg. Les bolcheviques montrent une adresse consommée et un dévouement fanatique; ils pénètrent dans les milieux ouvriers, prêchent la haine contre le régime capitaliste, la monarchie et la bourgeoisie, contre tout ce qui n'est pas bolchevique. Les milieux ouvriers sont devenus leurs domaines incontestés.

Tandis que les mencheviques cherchent à s'entendre avec les autres classes, pour les gagner peu à peu à leurs conceptions socialistes, les bolcheviques s'opposent à toute collaboration bourgeoise et préparent la seule « dictature du prolétariat ».

La guerre de 1914

Cette propagande révolutionnaire amena une grève de cent trente mille ouvriers à Pétrograd. La révolution dans les rues de leur capitale et la haine des classes au cœur, les Russes apprenaient soudain l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, le 24 juillet 1914. La paix ou la guerre? Dès le 25 juillet, avant que Vienne sût quelle serait la réponse officielle de Belgrade, la Russie mobilisait un million cent mille hommes: l'équivalent d'une déclaration de guerre. La Russie était intimement intéressée: protagoniste de panslavisme, elle se sentait obligée de secourir un État slave moins puissant.

Un changement s'opère: l'amour de la patrie enthousiasme maintenant les foules et les pousse à la défense nationale.

Réfugié en Suisse, Lénine prêche, avec plus de violence que jamais, contre le militarisme des bourgeois et des capitalistes. Il observe, il attend que le fruit soit mûr pour aller « secouer l'arbre ».

Révolution de mars 1917: causes

En Russie, on venait de mobiliser quinze millions d'hommes; cinq millions seulement pouvaient être armés. Les dix autres millions devenaient la proie de la propagande révolutionnaire. La mutinerie se répandait aussi chez les combattants.

Les désastres de la guerre: dans une seule bataille, trente mille Russes furent tués, quatre-vingt-dix mille durent se rendre.

Les fautes et la corruption du gouvernement tsariste, en particulier, la funeste influence, sur la tsarine, de ce

mystérieux Raspoutine ¹, germanophile et serviteur secret de la révolution. Les social-démocrates exploitèrent les mécontentements, et la révolution éclata.

Abdication de Nicolas II

En mars 1917, la situation semble désespérée à Pétrograd; l'anarchie règne dans les rues, plus de cent mille ouvriers sont en grève. Le président de la Douma, Rodzianko, demande à l'empereur de former un ministère responsable. Pas de réponse. Le 12 mars, nouvelle instance du président, sans succès.

Le 14 mars, Nicolas se résignait aux concessions nécessaires. Le fidèle Rodzianko, débordé par la révolution, répond: « Il est trop tard pour parler de concessions, il est temps d'abdiquer. » Le 15 mars, Nicolas II, empereur de toutes les Russies, abdiquait. La famille impériale ² resta prisonnière au Palais d'été, à Tsarkeo-Selo, jusqu'au 31 juillet 1917, date de son exil en Sibérie: à Tobolsk jusqu'en avril-mai 1918, puis à Ekatérimbourg. C'est là que la famille impériale de Russie, par l'ordre direct de Moscou, fut sauvagement massacrée, le 18 juillet 1918, à minuit.

Au mois d'août 1917, Nicolas II et sa famille sont douloureusement conduits en captivité. Le bateau passe devant Pokowskoie ³, « et l'impératrice ne peut détacher son regard du grand clocher blanc dominant le hameau qui disparaît dans le lointain: dernier appel confiant et désespéré à Raspoutine dont s'est réalisée la menace: « Moi disparu, c'en est fait de vous avant six mois! »

« Et la pauvre tsarine, ensorcelée jusque dans la mort, n'a jamais compris qu'elle doit, pour une part, à la vie, non pas à la mort de cet homme fatal, le sanglant effondrement de sa famille et de son pays ⁴. »

1. Raspoutine n'était pas un moine; jamais, non plus, il ne reçut les Ordres sacrés. Il n'était qu'un de ces nombreux pèlerins errant dans la campagne russe.

2. Le tsar, la tsarine, le tsarévitch, quatre grandes duchesses.

3. Village natal de Raspoutine.

4. Cf. *Les Études*, t. 201, p. 457, « Grégoire Raspoutine », par E. Romeyer,

Le gouvernement provisoire (mars à novembre 1917)

Le 15 mars 1917, jour de l'abdication de Nicolas, la Douma et le Soviet de Pétrograd, réunis dès le 10 mars, finissaient par s'entendre, pour former un gouvernement provisoire. Président et ministre de l'Intérieur: le Prince G.-E. Lvov; vice-président et ministre de la Justice: Alexandre Kérensky. Mais la Douma était bientôt débordée par le Soviet de Pétrograd. Le président du gouvernement disait: « Le gouvernement est une autorité sans pouvoir, et le Conseil des Travailleurs, un pouvoir sans autorité! »

Cette situation difficile amena la démission de plusieurs membres du gouvernement provisoire, du président lui-même. Le pouvoir échut, à la fin de juin 1917, à Alexandre Kérensky, nouveau ministre de la Guerre.

Retour de Lénine en Russie: 16 avril 1917

Un des premiers actes du gouvernement provisoire (25 mars) fut l'amnistie accordée aux condamnés politiques; en réalité, les prisons relâchèrent les pires criminels. La nouvelle de l'amnistie arriva jusqu'en Suisse, où un Russe, à demi-chauve, aux traits énigmatiques, à la volonté de fer, puissante et sectaire, d'une implacable logique doublée d'une mordante et sarcastique ironie, attendait la première occasion de rentrer en Russie. Lénine, qui accourait d'exil à travers l'Allemagne, « dans les fourgons de l'étranger », allait, disait-il, tout droit en prison. Il ne croyait pas qu'on étendrait l'amnistie au chef des bolcheviques, ennemis jurés du gouvernement provisoire. Son arrivée à Pétrograd fut un triomphe. « Le peuple russe raffole des manifestations collectives, sans trop savoir pourquoi il manifeste. » Tout avait été préparé par ses amis, sortis du bagne et des prisons.

Dès son arrivée, 16 avril, Lénine surprend même les plus purs par son intransigeance. Il voulait un socialisme non d'évolution, mais de révolution! « Vive la ré-

volution sociale universelle. » Immédiatement, il rassemble son parti et le prépare à une action décisive. Il expose son programme, avec une audace et une force incroyable. Dans ce programme, quatre articles surtout entraîneront les masses: la paix immédiate avec l'ennemi, la terre aux paysans, l'usine aux travailleurs et tout le pouvoir aux Soviets. Avec une stratégie étonnante, Lénine fait pénétrer ses idées partout: dans les conseils soviétiques, dans l'armée où l'on répand, avec l'argent allemand, des tracts défaitistes. Traqué par les agents de Kérensky, Lénine se cache, mais ne cesse de préparer le coup de force. Les événements ne tardaient pas d'ailleurs à se précipiter.

Événements de juillet et août 1917

En plus du danger intérieur, l'ennemi devenait menaçant à l'extérieur. On n'avait pas abandonné la guerre complètement, mais on était indécis, démoralisé. Dans les tranchées, les réunions politiques remplaçaient les opérations militaires; les soldats désertaient. L'ennemi invitait à fraterniser. Au début de juillet, Kérensky ordonna la reprise des hostilités; sur le front, on se battit assez bien. Mais l'ordre de cette grande offensive provoqua une effervescence de lâcheté, dans les casernes et les usines. Une émeute organisée par les bolcheviques fut réprimée; leurs chefs: Trotsky, Lounatcharsky, furent écroués. Quand la police pénétra chez Lénine, à 2 h. du matin, il avait disparu.

Après ces journées tumultueuses de juillet, le gouvernement provisoire s'était un instant ressaisi. Devant la débandade ignoble de l'armée, Kérensky avait enfin rétabli la peine de mort sur le front. Au lieu de la rétablir aussi à l'arrière, on relâchait les leaders bolcheviques. « Le pire complice de toute révolution bolcheviste est cette caricature de liberté qui accorde la tolérance même aux intolérants. »

Le conflit violent, entre Kérénsky et le nouveau général en chef Kornilof, mit le comble au désordre. Au mois d'août, l'armée se débandait encore. Kornilof espérait rendre à l'armée sa valeur combative, en sommant Kérénsky de brider les comités de soldats, de militariser les usines de guerre, etc. Le résultat de ce coup de force fut de ruiner définitivement ce qui restait encore de pouvoir aux mains du gouvernement provisoire; ce fut aussi l'anarchie complète.

Le 12 octobre, Nicolas Lénine, en perruque, les sourcils teints en gris, absolument méconnaissable, rentrait de Finlande. Il croyait l'heure venue; mais il lui fallait attendre encore.

Le grand soir

Enfin, dans la nuit du 7 novembre, après une conspiration habilement ourdie avec le concours de Trotsky, Staline, Zinovieff, etc., il « secoue l'arbre, le fruit est mûr ». Les troupes de Pétrograd sont gagnées, les bolcheviques occupent les bureaux de téléphone et de télégraphe. On lance l'assaut contre le palais où siège le gouvernement Kérénsky. L'assaut est victorieux. Pendant ce temps, au Soviet de Pétrograd, un vote habilement préparé donne la victoire aux bolcheviques. Le « Conseil des Commissaires du Peuple » est formé: à la présidence: Lénine; aux affaires étrangères: Trotsky, etc. Le fameux conseil dictatorial des Soviets avait conquis définitivement le pouvoir; il le garde encore.

Chute de Kérénsky

Le soir du 7 novembre, Kérénsky avait réussi à s'échapper; il était parti vers le front pour chercher des secours. Il se dirigea sur Pskof, puis sur Ostrof, où se trouvaient quelques régiments cosaques. Ces régiments étaient déjà en route vers la capitale, conformément aux ordres reçus antérieurement. Le 9 novembre au matin, ils étaient à Gatchina, dans la banlieue de Pétrograd.

Lénine n'avait qu'une demi-confiance dans la valeur du commandement bolchevique. Il finit par prendre lui-même la direction de la défense; « au moment critique il savait pousser à son extrême limite la concentration des pensées, des forces et des moyens »; lorsque, par exemple, les cosaques de Kérénsky s'emparèrent de Gatchina, Lénine, très inquiet, se met aussitôt en communication directe avec la base navale de Cronstadt; il obtient du renfort.

Les cosaques du général Krosnof restent inactifs à Gatchina. Les agents bolcheviques en profitent pour travailler leur moral déjà peu résistant. Le 14 novembre, Krosnof ne voit pas d'autre issue qu'une capitulation.

Kérénsky fuit sous un déguisement.

Paix honteuse: Brest-Litovsk, 3 mars 1918

Le gouvernement des Soviets est au pouvoir. Mais au-dessous du Conseil des Commissaires du Peuple, se développe partout une effroyable anarchie économique et administrative: c'est l'anarchie au village, l'anarchie dans les entreprises industrielles, dans l'armée, etc.

La disparition de l'armée, en particulier, commandait une prompté décision: il fallait en finir avec la guerre. Le 15 décembre 1917, les Soviets signent avec les Allemands un armistice à Brest-Litovsk. En février 1918, l'armistice expire; les Allemands s'avancent sans rencontrer de résistance. Une paix humiliante est signée, le 3 mars: la Russie renonce à sa souveraineté non seulement sur la Finlande, les provinces baltiques et la Pologne, mais aussi sur l'Ukraine; en territoire russe, ainsi réduit, les Allemands continuent à occuper « jusqu'à la paix générale » d'importantes positions comme la ville de Pskof.

L'ennemi est trop près; il n'est plus possible de gouverner la Russie, de Pétrograd. Le 12 mars, le gouvernement soviétique se transporte à Moscou. Il organise la « dictature du prolétariat ».

Lénine dictateur

Sous Kérénsky, l'anarchie gouvernementale avait atteint son apogée.

Sous la nouvelle dictature, le pouvoir central se fortifia. On avait sans doute élu une assemblée constituante: elle vécut douze heures. Lénine disait: « La Russie a besoin d'un gouvernement fort, composé de quelques personnalités. » Il gouverna le pays avec la même dureté despotique que son propre parti. « Tout acte de mécontentement ou d'opposition doit être réprimé sans pitié. » « N'ayez pas d'illusion; seule une âpre lutte, une discipline de fer peuvent nous donner la victoire. » Zinovieff ajoutait: « Pitié, commisération, histoires de grand'mère ¹. »

Terreur

Pour organiser la terreur, le gouvernement soviétique créa la fameuse police secrète, dite Tchéka ou G. P. U. ² « Elle devait combattre la contre-révolution, massacrer ou fusiller tous les suspects. On estime à près de trois millions le chiffre des victimes de la terreur et de la guerre civile. En plus des prêtres, des nobles, des bourgeois, on compte deux cent cinquante mille soldats, cent quatre-vingt-douze mille ouvriers, huit cent quinze mille paysans. »

Trotsky organisa l'armée rouge. Elle défendit le pays contre les armées blanches des impérialistes. Son rôle s'étendit ensuite à l'établissement du régime soviétique. Fidèle « léniniste », d'une intelligence souple et prompte, Trotsky a été pour le leader bolcheviste un lieutenant précieux: il a souvent empêché Lénine de prendre des mesures peut-être fatales.

La « pyramide soviétique »

Comment s'exerce la « dictature du prolétariat » ?

1. S. DE CHESSIN, *L'Apocalypse russe*, p. 44.

2. JOS. DOUILLET, *Moscou sans voiles*, p. 175.

« Les Soviets ou Conseils ouvriers, paysans et soldats, furent en effet proclamés souverains. Et ils le sont toujours — théoriquement — dans l'U. R. S. S. De la base au sommet, du soviet de village au soviet fédératif (Congrès Pan-Russe des Soviets), ces assemblées, annuellement élues et issues les unes des autres, présentent une imposante pyramide et paraissent, sinon constituer le gouvernement, tout au moins jouir du droit d'approuver ou de désapprouver les actes du Comité exécutif de l'Union. Mais le Congrès Pan-Russe n'a rien d'un parlement: il n'est réuni qu'une fois l'an, et son rôle se borne à applaudir des discours impératifs. Le Comité exécutif qu'il nomme n'est convoqué que tous les trois mois, et les Commissaires du peuple (ou ministres) responsables devant lui, sont étroitement soumis aux directives dogmatiques, aux ordres formels du Comité central du Parti communiste. Ce Comité central est à son tour dominé par le secrétariat général du Parti. En définitive, le secrétaire général, jadis Lénine, aujourd'hui Staline, est le tsar rouge de l'U. R. S. S. ¹ »

La famine: ses causes, son horreur

Le deuxième article du programme de Lénine avait été: « Toute la terre aux paysans; les domaines des propriétaires doivent être confisqués immédiatement. »

C'était la suppression de toute propriété privée, la nationalisation de toutes les industries et de toutes les terres, leur mise en valeur par l'État.

L'enthousiasme fut d'abord presque général. Les paysans russes, s'étant partagé les immenses propriétés de la noblesse, en prirent possession. Du moins, ils le croyaient! Ils travaillèrent avec une grande ardeur, les moissons furent abondantes.

« Mais quelle ne fut pas leur désillusion, lorsque les collecteurs soviétiques prétendirent ne laisser aux paysans

1. *La Vague rouge*, janvier-février 1931, p. 53.

que le strict nécessaire pour vivre, et leur arracher le surplus pour les magasins de l'État. Devant les refus des paysans, il fallut décréter les réquisitions par la force armée. Les soldats rouges se heurtèrent à une résistance générale, acharnée, sauvage! Ce fut l'époque des vastes hécatombes et *aussi de la plus atroce des famines*. Car, le paysan, menacé de spoliation, possède un suprême moyen de défense: se croiser les bras, ne plus produire; et il s'en servit. » La désorganisation de l'industrie, la maladie et une période de sécheresse vinrent aggraver la situation. Si bien que plus de dix millions de Russes furent victimes de l'épouvantable fléau, et environ vingt-sept millions souffrirent de la faim.

Des secours vinrent de l'étranger: des États-Unis, qui envoyèrent plusieurs millions; et du Souverain Pontife, qui fonda une commission spéciale pour secourir les affamés russes.

La Nouvelle Économie Politique (N. E. P.)

L'échec de la socialisation de l'agriculture était donc fatal, même si elle avait été tentée sous un régime moins barbare.

Aussi dès 1921, Lénine dut se rendre à l'évidence; sans doute il fut opportuniste, mais sa politique était l'aveu implicite de la totale ineptie de son système. Il décida donc une « retraite stratégique », en inaugurant une nouvelle économie politique ou *Nep*.

« Nous nous rendons compte, avouait-il, que nous ne pouvons établir maintenant le régime socialiste. Dieu veuille qu'il soit établi du vivant de nos enfants, peut-être même de nos petits-enfants ¹. »

Les camarades orthodoxes manifestèrent la crainte que la *Nep* ne conduisit à une renaissance de la bourgeoisie et que les concessions économiques ne fussent suivies de

1. P. CHASLES, *Vie de Lénine*, p. 235.

concessions politiques. Pour les rassurer, Lénine leur fit répondre que le pouvoir soviétique occupait toujours les trois « hauteurs dominantes » : nationalisation de la grande industrie, nationalisation des transports, nationalisation du commerce extérieur.

Et dans son réalisme, il ajoutait : « Le gouvernement conserve une quatrième « hauteur » : la *Tcheka* ¹.

Trois mesures principales caractérisent cette nouvelle économie politique : l'impôt en nature remplaçant les réquisitions, l'appel aux capitalistes étrangers pour exploiter les richesses naturelles de la Russie, et la liberté accordée aux coopératives.

Les bolchevistes firent tout pour masquer leur défaite ; l'un d'eux disait : « Ce n'est pas nous qui avons changé, mais le milieu qui nous environne ². » Les premières émotions passées, Lénine eut tout de même la loyauté de reconnaître la vérité : « Nous avons commis des fautes ; la vie nous a révélé nos erreurs ³. »

Lénine était forcé de desserrer l'étau, de rendre du jeu aux forces vitales, aux fécondes initiatives, au ressort humain de l'intérêt privé, personnel et familial. Les paysans eurent donc le droit de travailler pour eux, de commercer librement, de s'enrichir. (Koulaks ⁴.)

A la mort de Lénine, en 1924, on en était encore à ces compromis. Des fortunes privées s'étaient réédifiées à la ville et aux champs ; la marche générale des affaires s'était aussi raffermie, sauf dans l'industrie, restée, dans l'ensemble, à un stade inférieur.

Mort de Lénine

Depuis 1922, Lénine souffrait d'attaques répétées de paralysie. Le lundi 21 janvier 1924, à 6 h. du soir, une attaque foudroyante le terrassait. Il perdait immédiate-

1. P. CHASLES, *op. cit.*, p. 224.

2. Cf. *Dictionnaire Bricout*, au mot : Lénine.

3. *Ibid.*

4. Paysans riches, et, la plupart du temps, antisoviétiques.

ment connaissance, et à 6 h. 50, le terrible chef révolutionnaire, à peine âgé de cinquante-quatre ans, avait cessé de vivre.

Lénine était mort à Gorki, près de Moscou. Le 23 janvier, le cercueil de Vladimir Ilitch fut transporté dans la capitale. Alors commença l'interminable défilé du peuple. Chacun voulait voir la figure du chef, une dernière fois. Le 27 janvier, le cercueil fut porté sur la place Rouge. Là, devant le mur du Kremlin, on avait creusé à la hâte un caveau surmonté d'un mausolée polyédrique, massif et simple. Sur le fronton, un seul mot: Lénine.

Le mausolée de Lénine se dresse toujours devant le Kremlin et les admirateurs du chef viennent nombreux, pour contempler dans sa châsse de verre le corps du chef, conservé par une chimie savante.

Moscou est donc bien la Mecque du prophète Lénine, le Mahomet du bolchevisme, qui prêcha toute sa vie le Coran révolutionnaire.

Période de transition

En 1927, malgré d'odieuses et multiples vexations, les entreprises privées soutenaient encore l'économie nationale.

Cette situation donnait un démenti formel, au marxisme intégral et aux prétentions des purs. Aussi demeurait-elle comme une contradiction irritante qui ne saurait être indéfiniment supportée. La droite bolcheviste aurait pris assez aisément son parti de ces concessions; les intransigeants avaient hâte d'y mettre un terme.

C'est à ce propos qu'éclata la querelle qui a violemment séparé les deux successeurs de Lénine: Staline et Trotsky, pour aboutir à l'élimination du dernier, en 1927. Staline disait: « Que serait-il advenu si nous avions écouté les opportunistes de gauche du groupe Trotsky-Zinovieff, et si nous avions commencé l'offensive en 1926-1927,

lorsque nous n'avions aucune possibilité de remplacer la production des Koulaks? »

Mais en 1928, le moment de passer à cette offensive générale avait sonné. Les chefs du Parti communiste russe résolurent d'appliquer à la Russie le régime du collectivisme intégral, et d'y parvenir en l'espace de cinq années. Le programme en a été tracé par le plan quinquennal (1928-1933) en voie d'exécution.

Plan quinquennal

Ce que les meneurs de Russie veulent réaliser par ce plan, c'est vraiment un retournement de la situation d'autrefois. Par la nationalisation de l'industrie, ils prétendent opérer une métamorphose qui transfigure la République soviétique et lui donne physionomie de grande puissance industrielle¹.

Kolkhoses et Sovkhoses

Ils travaillent aussi par ce plan à socialiser la terre, car, la population étant aux trois quarts paysanne et cent dix millions de paysans (sur cent vingt) cultivant encore leur propre domaine, il était nécessaire, essentiel de les arracher à la propriété du sol, de les transformer tous en simples manœuvres travaillant pour l'État; il fallait industrialiser l'agriculture et la soumettre aux gigantesques opérations prévues par le plan quinquennal: les kolkhoses et les sovkhoses.

Les premières, les kolkhoses, sont des exploitations coopératives où le travail est organisé par des spécialistes; chaque ouvrier y est payé à la journée et finalement le bénéfice net se distribue entre les participants, au

1. Le plan quinquennal répond-il de plus à une préoccupation militaire? Peut-être pas originairement, mais il est permis de croire que, devant la crise économique prolongée, susceptible de provoquer les pires cataclysmes, les chefs soviets développent intensément leur industrie de guerre à la faveur de ce plan. Voir à ce sujet *L'Offensive soviétique*, par René HENTSCH (Œuvre des Tracts, No 148, p. 11), et *Origines et perspectives du plan quinquennal*, par Henry ROLLIN (*Correspondant*, 25 avril 1931).

prorata de leur apport en terre et de la qualité de leur tâche.

Les sovkhoses, à un stade plus avancé du collectivisme, sont des fermes d'État, cultivées sur d'immenses étendues, aux frais et à l'avantage de la communauté bolcheviste.

Les paysans sont-ils libres d'entrer dans les kolkhoses ? En principe, oui; mais en fait, voici comment les choses se passent: un « collectiviseur » se présente au village, muni de deux listes: l'une où seront notés les paysans désireux d'aller à Narym (lieu de déportation en Sibérie, au climat très malsain), la seconde où s'inscriront ceux qui veulent entrer au kolkhose ¹!

Certains sans doute entrèrent volontairement dans les kolkhoses: ouvriers agricoles — ils étaient six millions — qui y trouvaient du travail, bon nombre de paysans, incapables de vivre sur leurs terres: il y en avait vingt-deux millions en 1927, etc... Mais quel que fût d'ailleurs leur dénuement et leur état d'esprit, les paysans collectivistes trouvèrent dans les kolkhoses une véritable servitude: c'est la militarisation, ou mieux, la conscription du travail!

La brutalité et la sottise des meneurs révoltèrent les agriculteurs et désorganisèrent la production. La famine devenait menaçante ². Staline dut reculer, ordonner le

1. Cf. *Pravda*, 17 mars 1930. Veut-on d'autres exemples des procédés de recrutement ? Ici, on met les paysans aux arrêts pendant deux jours, puis on déclare le secteur collectivisé (*Ibidem*). Là, les récalcitrants sont envoyés au bagne des Iles Solovki (*Pravda*, 12 mars 1930). Ailleurs: « Qui est contre les kolkhoses ? » demande à l'assemblée le « collectiviseur ». Pas de réponse et l'on devine pourquoi: « Qui est pour ? » Douze ou quinze mains se lèvent. Cela suffit! (*Pravda*, 20 mars 1930.) Ailleurs, les rebelles sont privés de pain, de sucre, de beurre (*Pravda* du Komsomol, 8 mars 1930.) Ailleurs, on confisque, au profit des kolkhoses, ustensiles de ménage, volailles, bestiaux, jouets d'enfants! (*Dni*, No 83, 1930). Ailleurs encore, on abandonne aux récalcitrants les plus mauvais lots de terre, on « collectivise » les maisons, on dresse les enfants contre les parents (*Izvestia*, 24 janvier 1930). Ajoutons quarante mille ouvriers, vingt-cinq mille jeunes communistes, cent mille soldats de l'armée rouge, chargés « d'aider » le recrutement, et n'oublions pas un relèvement abusif de l'impôt foncier.

2. Avant d'entrer dans les kolkhoses, les paysans mangeaient leurs porcs, vaches, chèvres et brebis, et vendaient à vil prix leurs chevaux. Le 20 janvier 1930, on ajouta

« respect du principe de la liberté en ce qui concerne l'entrée dans les kolkhoses », et l'abandon des méthodes de collectivisation forcée. Conséquence: la désertion.

La liberté proclamée en mars 1930 par Staline était un mensonge; quand il vit les désertions, il donna des ordres plus sauvages pour l'adhésion forcée aux coopératives.

Quels sont les résultats? Dans une dépêche à la Presse Associée, 7 novembre 1931, les Soviets prétendent que plus de quatorze millions des propriétés paysannes ont été collectivisées, soit plus de 57% des familles paysannes. Ainsi, après quinze ans de tyrannie, près de la moitié des paysans, qui constituent le gros de la population, vivent encore sous le régime de la propriété privée. On conviendra que les Russes ne goûtent pas entièrement les bienfaits du communisme.

Mais faut-il admettre ce chiffre aveuglément? Lequel des deux secteurs, collectivisé ou privé, rapporte davantage? Autant de points d'interrogation.

Actuellement, il faut peut-être avouer, pour le plan quinquennal, un succès relatif¹, spécialement dans l'industrie lourde et les matières premières: pétrole, houille, bois, céréales, et le reste, succès attribuable en partie à l'immense richesse du sol et du sous-sol et au fait que ce genre d'industrie ne requiert pas une main-d'œuvre experte. Depuis quelques mois cependant, ils exportent beaucoup moins de blé.

Le « dumping »

L'industriel canadien, américain ou européen, doit à ses employés un salaire convenable. La Russie, patron unique, ne paie à peu près pas ses ouvriers. Elle a décrété

au Code pénal l'article 89, prohibant l'abattage « irrationnel » du bétail, et, le 20 juillet 1930, Staline reconnaissait, devant la seizième Conférence du Parti communiste, que ce massacre avait diminué le cheptel de 30%.

1. Tous ne le reconnaissent pas. Voir: *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1931, « L'échec du plan quinquennal ».

la militarisation du travail. Chaque Russe est rivé à sa tâche. En retour que reçoit-il? Quelques roubles avilis par l'inflation et surtout des cartes échangeables contre un peu de nourriture et de vêtements. Partout règne l'égalité dans la misère. De plus, des centaines de milliers, peut-être des millions de prisonniers politiques sont condamnés au travail forcé dans des camps de concentration, prisonniers dont le labeur ne coûte rien et que remplacent à leur mort d'autres bagnards¹.

Aussi, les devises étrangères, que se procure la Russie en échange d'une marchandise, dont le prix de revient à peu près nul lui permet d'inonder le marché mondial, constituent pour l'État, commerçant unique, un profit net; car ces devises ne circulent pas à l'intérieur du pays et aucun ouvrier russe ne palpe jamais de sa main calleuse le moindre dollar. Avec cet or étranger, la Russie achète la machinerie nécessaire au développement de son plan quinquennal. En effet, tous les pays, soi-disant capitalistes, trafiquent avec elle et pour encourager leurs nationaux à faire crédit à l'ogre russe, garantissent jusqu'à 70% du prix convenu. Car la Russie, qui vend comptant, achète à crédit! « Ce sont les formidables crédits consentis aux Soviets qui sont une des principales causes de la crise financière allemande. L'Angleterre, également engagée envers la Russie, mais dans une proportion moindre, a été entraînée par contre-coup par l'Allemagne, à laquelle elle avait prêté en partie les capitaux avancés par celle-ci aux Soviets... La totalité des crédits gouvernementaux et privés peut être évaluée à près de quinze milliards de francs². » N'oublions pas la dette de la Russie czariste, répudiée par la Russie soviétique, dette

1. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} juin 1931, « Le travail forcé en U. R. S. S. ».

Month, June 1931, « Russian slave labor ».

Messageur Canadien du Sacré-Cœur, juillet 1931, « Les ouvriers en Russie soviétique ».

2. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} novembre 1931, « Dumping et crise financière des Soviets », pp. 55 et 50.

qui se chiffre à plusieurs milliards de dollars, engloutis dans un gouffre sans fond.

Staline, secrétaire général du Parti communiste¹, lequel domine le Conseil des Commissaires du peuple, et qui par là gouverne en fait toute la Soviétie, Staline, chef du Komintern, qui dirige de Moscou la Troisième Internationale, laquelle étend ses tentacules à travers l'univers et prépare le grand soir de la révolution², Staline, en lutte ouverte avec le monde si complaisant à son égard, n'a peut-être pas tort de mépriser ce qu'il appelle la cupidité capitaliste. *L'Osservatore Romano*³, organe officieux du Vatican, qualifie cette politique de suicide et la *Revue des Deux Mondes* l'appelle le péché mortel de l'Europe.

Commercer avec la Russie bolcheviste n'est pas comme trafiquer avec la France combiste ou le Mexique calliste. Ici je traite avec un individu, un monsieur Durand ou Campos quelconque. Là j'ai affaire à un État monopole, unique patron et marchand unique, qui a juré ma perte.

Si mon pays est le seul dans tout l'univers à ne pas commercer avec la Russie, il en retire encore ce triple avantage: absence de cette propagande soviétique efficace qu'exerce la marchandise russe, absence de centres de propagande bolcheviste que sont toutes les agences commerciales soviétiques, absence d'argent de propagande communiste, le produit des ventes russes étant pour une bonne part dépensé dans le pays acheteur. L'Allemagne,

1. Depuis Lénine, il n'y a plus de président du Parti communiste; le vrai chef c'est le secrétaire général.

2. « On a pu retracer, dit M. Theunis, les activités de Moscou au fond de toutes les agitations sociales en Europe. » *America*, 6 juin 1931, « The two pivots of Bolchevism ».

3. 17 avril 1931. Le 2 mai suivant, l'*Osservatore* félicitait chaleureusement le Canada, pour avoir prohibé l'entrée du bois, du charbon et des fourrures russes. Malheureusement l'embargo sur celles-ci, à l'état brut, vient d'être retiré. Depuis plusieurs années, l'*Osservatore*, sous la rubrique presque quotidienne: « Sous le joug bolcheviste », combat le communisme russe. Il faut croire qu'aux yeux du Saint-Siège la question a son importance.

qui a le plus commercé avec la Russie, est aussi le pays, le plus miné par le communisme.

Sans doute, le communisme contredit les instincts profonds de la nature. Il croulera fatalement: *Violenta non durant*. Mais le Russe est patient, comme tous les Orientaux, endurci par plusieurs siècles de tyrannie. A l'occasion, les meneurs rouges savent, pour un temps, desserrer la vis: preuve, la *Nep* et tant d'autres palinodies. Puis, il y a la mystique bolcheviste¹, à base de fanatisme doctrinaire, de haine de classes, de nationalisme exacerbé, de « dévotion » au travail, soigneusement fouettée et stimulée. Le communisme doit forcément s'effondrer ou évoluer à fond, mais d'ici là, l'univers, s'il continue à l'aider bénévolement, en subira le contre-coup tragique².

LA PERSÉCUTION RELIGIEUSE EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

Par Lorenzo CADIEUX, S. J.

Impossible de connaître la vraie face du communisme bolchevique, si l'on ignore cette page *inique* de l'histoire russe.

A) Première phase (1917-24)

Dès l'avènement des Soviets, la persécution se déclenche, à la fois violente et sournoise.

a) VIOLENTE

Un décret draconien statuant la séparation de l'Église et de l'État est promulgué le 23 janvier 1918. Par ce décret, l'Église orthodoxe est littéralement acculée à la famine. Lénine lance son fameux cri aux prêtres: « Pas

1. *Ami du Clergé*, 30 avril 1931.

2. *Études*, 20 février 1931, « Une évolution dans la révolution », p. 419. *Correspondant*, 25 avril 1931, « Origines et perspectives du plan quinquennal », p. 426.

de pain aux inutiles. » Les églises et les monastères sont dépouillés de leurs biens. Le clergé est astreint au service militaire. Les Soviets laïcisent l'enseignement et défendent d'enseigner la religion à ceux qui n'ont pas dix-huit ans.

En 1921-22, la famine fournit prétexte à la confiscation des objets précieux des sacristies, des couvents, et surtout au vol *collectif* des églises.

« Les trésors d'églises aux affamés », clament les *Izvestias* (28 mars 1922). Les attentats contre les églises et les couvents, les destructions, les profanations, les pillages prennent un caractère particulièrement sauvage. Ce vandalisme est pratiqué dans les modestes paroisses de campagne et dans les églises de ville. Déjà, en 1922, on comptait sept cent soixante-trois couvents spoliés et plusieurs milliers d'églises fermées. Ce fut le martyre des églises.

Protestations

Devant ces sacrilèges, le patriarche Tikhon, dans une attitude pleine de courage, se dresse et condamne les ennemis de l'Église orthodoxe. Un réveil religieux se produit. De grandes manifestations religieuses se déroulent à Moscou, à Pétrograd. Pour Dieu, des centaines de fidèles se font tuer.

Tandis que les éditeurs soviétiques publient des factums fantaisistes contre l'Inquisition, les tourmenteurs bolchevistes sont eux-mêmes à l'œuvre. Les tortures physiques et morales infligées aux prêtres constitueraient, à elles seules, une histoire aussi émouvante que celle des persécutions des premiers siècles.

Persécution sanglante

Citons quelques faits. Mgr Andronic « est promené à travers la ville de Perm, les yeux crevés, le visage lacéré à coups de couteau ¹ », et on l'enterre vivant. « Dans

1. Serge DE CHESIN, *L'Apocalypse russe*, 1922, p. 110.

le gouvernement de Cherson, trois prêtres furent crucifiés sur la porte de l'église¹. » « A Medviedka, les soldats rouges font danser sous un soleil torride... une dizaine de vieux évêques, puis à coups de baïonnettes, ils les précipitent dans la rivière pour les rafraîchir. »

Innombrables sont les cas d'assassinats, de condamnations à mort, de bannissement des membres du bas clergé et des hauts dignitaires de l'Église orthodoxe.

Les prétextes: politiques, disent les communistes. Mais, *tout homme est criminel, à moins qu'il ne puisse prouver son innocence... et, s'il est arrêté, on considère son arrestation comme une preuve écrasante de sa culpabilité*².

D'après la liste rouge de la révolution soviétique, de décembre 1917 à septembre 1921, vingt-huit évêques et douze cent quarante-trois prêtres furent mis à mort. Un certain nombre furent de vrais martyrs dans le sens théologique du mot. En 1924, quatre-vingt-quatre évêques orthodoxes sont déposés de leur siège, vingt-neuf sont tués, douze cents prêtres mis à mort et mille éloignés de leur famille.

Persécution contre le clergé catholique

Elle s'abat sur les évêques et les prêtres catholiques, vers les années 1922-23. En mai 1922, plusieurs prêtres sont arrêtés à Minsk. En septembre, plusieurs catholiques sont jetés dans les prisons. Les églises catholiques subissent le même sort que les églises orthodoxes. En 1923, Mgr Cieplak, accusé d'agissements antisoviétiques, et le prélat Boudkiévitch, sous prétexte de relations avec la Pologne, furent arrêtés et traduits devant le tribunal révolutionnaire de Pétrograd. Les juges expédient l'affaire en cinq jours. Les deux prélats sont condamnés à mort. Devant l'indignation provoquée par cette condamnation dans l'opinion publique du monde entier, les Soviets

1. Gustave GAUTHEROT, *Le Monde communiste*, 1925, p. 34.

2. EATON, *Pionniers ou Déments*, Paris, Plon, 1924, p. 113.

commuèrent en détention de dix ans la peine de mort prononcée contre Mgr Cieplak. Le second prélat fut sauvagement exécuté dans la nuit du Vendredi saint¹. Onze prêtres avaient été condamnés avec eux; quatre au moins furent fusillés... *Leur crime était d'avoir résisté au pillage des églises, d'avoir disputé au communisme triomphant ses premières proies.*

b) SOURNOISE²

Persécution sournoise, c'est-à-dire manœuvres des bolcheviks pour introduire la division dans le sein de l'Église orthodoxe afin de la détruire.

Si l'Église russe n'avait eu à souffrir que la persécution violente des bolcheviks, elle serait sortie triomphante de l'épreuve. Mais elle portait *en elle des germes de division*: sourde rivalité du clergé blanc (séculier) et du clergé noir (régulier), beaucoup d'ecclésiastiques tarés et ambitieux, esprit nationaliste et séparatiste de l'Ukraine, qui occasionnera un schisme en 1923. Les Soviets favorisèrent le morcellement des juridictions rivales, et la G. P. U. fomenta les troubles entre les membres du clergé. Ce travail de désagrégation intérieure servait à merveille leur dessein: détruire toute religion.

Églises rouges

En 1922, le gouvernement soviétique opposa plusieurs contre-églises à l'Église orthodoxe dirigée par le patriarche Tikhon. Un évêque mal famé, du nom d'Antonin, et quelques autres prêtres, rédigèrent un manifeste favorable aux Soviets, et un programme de réformes franchement révolutionnaires. *L'Église vivante était née.* Le patriarche Tikhon, chef de l'Église orthodoxe, condamne les nova-

1. A lire: McCULLAGH, *The Bolschevik persecution of Christianity*, 1924, pp. 279-280, et G. GOYAU, *Dieu chez les Soviets*, 1926.

2. *Dictionnaire apologétique de la foi catholique d'Alès*, article « Slaves dissidentes » (Églises), par M. Jugie.

teurs. Il est injurié par l'archiprêtre Wiédensky, un des membres les plus influents de l'Église vivante. Les Soviets ne manquent pas d'exploiter l'incident. Puis, *une foule d'églises rouges* surgissent: Église libre, Confédération de la Renaissance ecclésiastique, etc. En mai 1923, se tient à Moscou le *Concile rouge*. Les partisans de Tikhon s'abstiennent, on les dépose. Au cours des délibérations, un bloc se dégage, se groupe autour de Wiédensky et constitue une autre Église rouge, l'Église de la Rénovation ecclésiastique, dite aussi synodale. Cette Église, à l'heure actuelle, est la principale rivale de l'Église orthodoxe (conservatrice). Elle a de sérieuses chances de durer. L'Église vivante, qui avait voulu canoniser Lénine, « a fait définitivement faillite », écrit l'évêque de Washington, dans le *Times* (27 septembre 1926). Les autres Églises rouges sont en train d'agoniser. Quant à l'Église orthodoxe, on la persécute. La plupart des évêques tikhoniens sont exilés; les autres surveillés de près par la police de l'État, la G. P. U.

B) Deuxième phase (1925 à nos jours)

A la mort de Lénine (1924), il y eut un calme relatif sur le front religieux. Calme trompeur avant la tempête.

Jusqu'ici, la campagne antireligieuse s'était poursuivie sans ordre, sans plan défini. En 1925, la guerre à Dieu reprit, plus méthodique, plus savante, plus subtile, faite de manèges visant l'honneur même du prêtre. M. Jaroslawsky et les chefs soviétiques pensent que la « violence directe », la violence « trop ouverte » qui donne en spectacle des prêtres martyrs, sont un poison pour le bolchevisme. Et le terrible mot de M. Zarianow se propage: « Tuer. Pas de violence, mais la mort! »

a) PERSÉCUTION SANGLANTE

D'après la liste rouge de la révolution soviétique, il y eut, de 1925 à 1928, vingt-six mille cinq cent soixante-

quatorze victimes. En 1925, soixante-cinq archevêques *orthodoxes* étaient aux travaux forcés, livrés à d'indicibles tortures physiques et morales.

Le clergé *catholique* reçut sa part de souffrances. En septembre 1927, dix-huit prêtres et plusieurs centaines de laïques catholiques souffraient dans l'île de Solovetsky. Le monastère de cette île, devenu une infâme prison, contenait aussi des religieuses catholiques. Les geôliers leur faisaient laver les planchers, mettaient l'une d'elles dans un baraquement occupé par des hommes. Mais elle demeure fidèle à ses vœux.

En janvier 1930, la police soviétique arrête, en Ukraine, trente-cinq prêtres catholiques. On les déporte *aux travaux forcés*.

La moitié du clergé catholique actuel — qui est fort restreint — gémit dans l'île de Solovetsky, travaille dans les mines de Sibérie, ou encore dans les glaces de la mer Blanche.

b) PERSÉCUTION SAVANTE

Lounatcharsky, inaugurant en 1925 la puissante « Association des Athées », subventionnée par l'État soviétique, déclara: « De toute mon âme, je souhaite aux « Sans-Dieu » tous les succès contre le fantôme répugnant de Dieu. »

C'est alors que les bolcheviks appliquèrent le plus fatal moyen pour détruire la religion, leur formidable propagande universelle.

La propagande antireligieuse revêt un caractère universel

Athéisme par radio, par cinéma, par conférence. Athéisme dans les rues, à la maison, au syndicat, à l'armée, à l'université. Les saints lieux deviennent endroits de perdition. Des églises sont désaffectées et transformées en musées antireligieux ou en écuries. Les ornements sacerdotaux servent de couvertures aux chevaux. D'autres églises servent de salles cinématographiques. L'idéal

« rouge » y est enseigné avec illustrations, c'est-à-dire les scènes les plus scabreuses sont représentées sur l'écran. Athéisme dans tous les journaux¹. Le journal *Bezboznik* (athée) a élevé son tirage à 375,000 en 1930. Déjà, en 1929, il y avait trente-quatre musées antireligieux. Actuellement, au moins dix mille clubs fonctionnent, sous le couvert de l'omniprésente G. P. U., répandant la licence et enseignant aux jeunes la débauche.

Déchristianisation de l'enfance

Parlant du nouveau plan qui doit faire disparaître Dieu en cinq ans, la société des athées militants, au nombre de trois millions, déclare dans un manifeste (1930) qu'il faut trouver les moyens pour que les écoliers russes ne sachent plus ce que c'est que la religion. Pour déchristianiser plus rapidement la jeunesse, on a fondé (en 1928-29), trente-cinq universités « rouges » où l'on forme des professeurs « rouges ». En peu de temps, ils apprennent les moyens de corruption qu'ils emploieront contre les élèves.

L'école

L'école n'est plus qu'un lieu de perversion. A dessein, garçons et filles sont réunis dans les mêmes classes. En certains milieux, le livre pornographique de Boris Pilniak, intitulé *L'Année nue*, sert de livre de lecture. Ailleurs, c'est le roman de Mme Kollontai, *L'Amour rouge*, où elle prône l'amour libre, l'union libre, la promiscuité de la jungle. Bref, l'école rouge est « une école de dévergondage systématique et prémédité » (Douillet).

Depuis deux ans, il y a quelque chose de nouveau à l'école soviétique. Devenue une *petite cellule virulente*, l'école rouge forme de futurs révolutionnaires et dans l'entre-temps des apôtres du diable. En effet, une nouvelle organisation a surgi; elle se nomme « les Jeunes

1. A lire: *En Russie soviétique* (École Sociale Populaire).

Athées militants ». Ce sont des « Leninetz » ou petits Léninistes, sorte de scouts bolcheviques. Les recrues, choisies parmi les enfants de sept à quatorze ans, reçoivent un manuel où ils s'initient à la stratégie de la bataille antireligieuse. Hardis, sans scrupules, ces jeunes sans-Dieu « se livrent, dit le P. Ledit, s. J., à de véritables tournées de propagande contre Dieu ». Aux temps des fêtes de Pâques et de Noël, ces jeunes meneurs, stimulés par l'appât des récompenses et grisés par leur rôle, s'érigent en chefs de file, lancent des mots d'ordre « Le Christ à l'écurie, la Vierge à la voirie », qui électrisent des milliers d'enfants et sont repris avec une joie cynique.

Plan des Soviets: détruire toute religion

Enfin, les circonstances de la campagne antireligieuse en Russie montrent clairement les desseins des Soviets: détruire toute religion. La religion, voilà l'ennemi; il faut qu'elle disparaisse. Aussi, les Soviets s'attaquent non seulement à l'Église orthodoxe et à l'Église catholique, mais aussi aux autres religions.

Les religions protestantes n'échappent pas à la furie persécutrice. Plusieurs pasteurs, la plupart allemands, languissent dans les prisons. Les pasteurs Eberlein et Waniger furent condamnés à cinq ans de prison, le pasteur Keusche à huit ans, un autre à deux ans, etc.

La religion juive est assaillie avec une haine égale.

Le rabbin en chef d'Angleterre, le Dr J.-H. Hertz, dans une lettre au *Times* de Londres, le 14 février 1930, proteste contre « l'étranglement de l'instruction religieuse » en Russie et stigmatise du nom de « cruelle farce » les assurances données par Rykov d'une complète liberté religieuse.

La religion musulmane n'est pas épargnée. Déportation, emprisonnement, sentences de mort s'abattent sur les vingt-cinq millions de musulmans qui résident dans l'U. R. S. S. On confisque leurs mosquées. Et cependant,

les Turcs, après avoir sauvé du naufrage le gouvernement soviétique, avaient reçu la promesse d'une complète liberté religieuse.

Les Soviets osèrent démentir, même dans un Livre blanc, l'existence de la persécution religieuse. Mais leurs dénégations ne peuvent rien contre les faits. D'ailleurs, M. Scheffer, commentant le programme général antireligieux tel qu'il le vit exécuté depuis 1922, écrit: « Il n'est donc pas exact de prétendre que la persécution religieuse en Russie est d'origine récente. Elle a été voulue et poursuivie de façon systématique depuis la création de l'État bolchevique, quoique avec des degrés divers d'intensité. Les douzaines de stipulations imposées aujourd'hui à la vie religieuse en Russie par ce décret d'avril 1929 agissent à la façon d'un filet dans lequel la foi pourra être étranglée sans lutte trop bruyante ¹. »

C) Résultats foudroyants de cette campagne anti-religieuse

a) CHEZ LES ÉCOLIERS

Une fois le sentiment moral atrophié, une fois la conscience déformée, comment résister à l'appel des passions surexcitées? L'athéisme, à cet âge, a-t-il une autre issue que le vice? Aussi les bolcheviks moissonnent actuellement leurs semences d'irrégion: la débauche effrénée, les orgies des enfants, leur haine envers l'autorité et envers leurs parents. Que de maîtres insultés par leurs élèves! Que de parents raillés, maltraités même en public! Et, il s'est trouvé des gamines et des gamins, éduqués ensemble, assez dépravés pour *faire condamner à mort* leurs maîtres et leurs parents.

b) CHEZ LES JEUNES DE DOUZE A SEIZE ANS

En novembre 1926, le président du Tribunal de Moscou certifiait qu'en un mois on avait enregistré dans la capitale

1. Article publié dans *The Commonwealth* à New-York, 23 avril 1930.

plus de cinq mille délits de Khouliganisme¹. Les khouligans sont de jeunes bandits, privés de tout frein moral et méprisant toutes les lois, qui se distinguent par des insultes aux passants, des destructions, des vols, des viols, en particulier des « viols collectifs ». La plupart sont membres du Komsomol (c'est-à-dire l'Internationale des Jeunesses communistes); beaucoup sont des Pionniers rouges de douze à quatorze ans. La *Gazette rouge* (No 148) et la *Pravda* du Komsomol (No 245) ont déploré ces « côtés sombres » de l'institution communiste et ces excès de sauvagerie qui enlèvent aux coupables « tout aspect humain ».

Les adolescents

Plusieurs *adolescents*, après avoir épuisé les jouissances charnelles, éprouvé toutes les mortelles émotions que procurent l'alcool et les drogues, se suicident. Victimes de l'état économique et social dans lequel ils sont nés, ils courent à la mort comme à la délivrance. En cela, ils imitent l'exemple donné par les principaux poètes de la révolution soviétique, Maïakovsky et Essénine. Le premier se suicida en avril 1930, le second, il y a quelques années.

c) LES JEUNES FILLES DE DOUZE A QUINZE ANS

Elles ne connaissent plus la beauté de la pudeur. Les maternités de Moscou reçoivent, chaque jour, une cinquantaine de fillettes de douze à quinze ans. Souvent une fille et plusieurs garçons vont par groupe. Ces derniers rapportent les moyens d'existence, la fillette s'occupe du ménage et sert d'épouse à toute la bande. Si les garçons n'ont rien volé pour manger, la fillette, comme dernière ressource, est envoyée au « travail de nuit ».

Ces conditions font que la plupart des enfants sont contaminés par les maladies vénériennes, adonnés à la

1. *La Vague Rouge*, 1^{er} février 1927.

cocaïne, à la morphine, comme ces millions d'enfants abandonnés. Mme Krupskaya, la veuve de Lénine, parlait de sept millions d'enfants abandonnés.

Les *adolescentes*. Elles considèrent la chasteté comme un préjugé « bourgeois ». Celles qui se refusent à satisfaire les désirs sexuels de leurs camarades, reçoivent le sobriquet de « bourgeoises ». Grosse injure ! La littérature soviétique dépeint avec brutalité ces mœurs de la jeunesse communiste. « Nous n'avons pas d'amour, dit l'héroïne d'un roman, nous n'avons que des rapports sexuels, parce que l'amour est dédaigneusement classé sous la rubrique de « psychologie » et que la physiologie seule a droit à l'existence. Les jeunes filles se mettent facilement avec les hommes pour un mois, une semaine, une nuit. Et tous ceux qui cherchent dans l'amour autre chose que la physiologie sont tournés en ridicule. »

d) CHEZ LES ADULTES

Ne parlons plus de vrais mariages. Ils sont remplacés par l'union libre, l'amour libre, ou encore par les mariages « rouges ». Voici comment se fait un mariage rouge. L'homme et la femme se présentent devant un fonctionnaire (de l'enregistrement des actes de l'État civil), et déclarent qu'ils veulent vivre ensemble. Les voilà mariés. Si l'on s'ennuie, on peut divorcer le jour même.

Deux frères communistes, du nom de Teslenko, se présentèrent, accompagnés de leurs femmes. Les deux ménages déclarent vouloir divorcer. Ils reçurent leur certificat de divorce en un quart d'heure. Aussitôt, pour ne pas perdre leur place dans la file des gens qui attendent leur tour, ils déclarent vouloir épouser chacun la femme de son frère. *C'était simplement un échange de femmes.*

Alors le nombre de divorces ? Du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre 1929, il y eut seize mille quatre cent trente-sept divorces sur vingt mille quatre cent vingt-trois mariages. De plus, dans ce pays antifamilial, les « avorteurs » exer-

cent une profession officielle et fort active. Le nombre des infanticides est excessivement élevé.

D) Conclusion

Le bolchevisme, cette force dissolvante, n'a donc pas apporté l'ombre d'un progrès moral.

Faut-il désespérer de la vie religieuse et de la noblesse des âmes en Russie soviétique? Non. Que de faits nous pourrions citer, où l'âme populaire s'élève spontanément aux cimes de l'héroïsme. La famille, malgré la haine scandaleuse des Soviets, n'est pas définitivement anéantie. Nous croyons, avec le comte Kokovtsoff¹, que la morale traditionnelle du peuple russe combat les théories et les excès communistes et que, souvent, elle triomphe. Mais, sous ces réserves, on ne peut s'empêcher de constater le mal horrible causé à la Russie par le bolchevisme: l'immense dépravation où sombrent des millions d'âmes.

Mais, il faut compter avec la puissance de la grâce. Dieu veille sur le peuple russe qui expie son péché, son irrégion. Il entend ses supplications, il entend la prière sanglante de ses martyrs. Dieu lui fait mériter son salut.

1. *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1930, « La destruction de la famille », p. 823.

Nihil obstat:

AdélarD DUGRÉ, S. J.

Cens. dioc.

Imprimatur:

† Em.-Alph. DESCHAMPS, V. G.

Év. de Thennesis

Auxiliaire de Montréal

Montréal, le 13 février 1932.

